

STRATÉGIE DE L'ÉCONOMIE BLEUE DE L'AFRIQUE



CADRE DE LA GOUVERNANCE BLEUE

Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique

Cadre de la gouvernance bleue

Élaboré par : Pierre Failler, Martin Ndende, Patrick Karani, Asmeron Gilau, Hashali Hamukuaya et Serigne Thiam Diop

Édité par : Mohamed Seisay, Rasugu Oroko et Admore Chakadenga

Avertissement : Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique ou la position officielle du Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine.

Citation du document : UA-BIRA, 2020. Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique – Cadre de la gouvernance bleue.

Tous droits réservés. La reproduction et la diffusion de la matière figurant dans le présent produit d'information à des fins éducatives ou autres fins non commerciales sont autorisées sans l'accord préalable écrit des détenteurs des droits d'auteur, à condition que la source soit clairement mentionnée. La reproduction de la matière figurant dans ce produit d'information pour la revente ou autre motif commercial sans l'autorisation écrite des détenteurs des droits d'auteur est interdit.

Publié par l'UA-BIRA, Nairobi, Kenya

Copyright © 2020 Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)

ISBN 978-9966 – 1659-5-4

Les demandes d'autorisation à cet effet devront être adressées à :

Monsieur le Directeur

Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)

Kenindia Business Park

Museum Hill, Westlands Road

P.O. Box 30786

00100, Nairobi, KENYA.

Ou par courriel à : ibar.office@au-ibar.org

Table des matières

Acronymes	vi
Avant-propos	ix
Remerciements	x
Contexte	I
Objectifs et contenus	2
Principes de la gouvernance bleue	3
Impératifs de la coordination	4
Outils	10
Mécanismes de coordination	20
Coordination de la gouvernance bleue au niveau continental	20
Coordination de la gouvernance bleue au niveau régional et national	21
Coordination envers les États membres	22
Coordination de la gouvernance bleue au niveau international	24
Des outils réglementaires à développer	27
Dispositions spécifiques à prendre	31
Mécanismes de coordination spécifiques	32
Partenariat public-privé à mettre en place	38
Renforcement des capacités, recherche et éducation	44

Acronymes

ACBF	Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique
AFREC	Commission africaine de l'énergie
AGPAEA	Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Est et australe
AGPAOC	Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
AIMS	Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans
APE	Accord de partenariat économique
ASS	Afrique subsaharienne
AUDA-NEPAD	Agence de développement de l'Union africaine/Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
CADM	Centre africain de développement minier
CC	Changement climatique
CCI	Centre du commerce international
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CDN	Contributions déterminées au niveau national
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CER	Communautés économiques régionales
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CLC	Convention internationale sur la responsabilité civile pour des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDM	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
COI	Commission de l'océan Indien
COMELEC	Comité maghrébin de l'électricité
CPI-UA	Conseil phytosanitaire interafricain de l'Union africaine
CS	Contrôle et surveillance
DARBE	Département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable
EAPP	Pool énergétique de l'Afrique de l'Est
EB	Économie bleue
EREP	Politique de la CEDEAO en matière d'énergies renouvelables

EVP	Équivalent vingt pieds
FIPOI	Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures
FPV	Photovoltaïque flottant
GEM	Grands écosystèmes marins
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
INN	Pêche illicite, non déclarée et non réglementée
IORA	Association des États riverains de l'océan Indien
ISPS	Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires
MARPOL	Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires
OASTI	Observatoire africain pour la science, la technologie et l'innovation
ODD	Objectifs de développement durable
OMAOC	Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
OMI	Organisation maritime internationale
ONU	Organisation des Nations Unies
ORGP	Organisations régionales de gestion de la pêche
ORP	Organismes régionaux des pêches
PANA	Programme d'action national d'adaptation
PATTEC	Campagne panafricaine d'éradication de la mouche tsé-tsé et de la trypanosomiase
PEID	Petits États insulaires en développement
PEM	Planification de l'espace maritime
PFRS	Cadre réglementaire et Stratégie de réforme de la pêche et de l'aquaculture en Afrique
PIB	Produit intérieur brut
PIDA	Programme de développement des infrastructures en Afrique
PPP	Partenariat public-privé
R&D	Recherche et développement
RCREEE	Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
REDD+	Réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts dans les pays en développement
RIPAM	Règlement international pour prévenir les abordages en mer
SACREEE	Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SAFGRAD	Recherches et développement des cultures vivrières en zones semi-arides

SAPFA	Plan d'action stratégique pour la pêche et l'aquaculture
SAPP	Pool énergétique de l'Afrique australe
SALVAGE	Convention internationale de 1989 sur l'assistance
SCP	Procédures de confinement spéciales
SNPD	Convention sur les substances nocives et potentiellement dangereuses
SOLAS	Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer
STI	Science, technologie et innovation
UA	Union africaine
UA-BIRA	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine
UA-PANVAC	Centre panafricain des vaccins vétérinaires de l'Union africaine
USD	Dollar américain
WSA	Approche par bassin versant
WWF	Fonds mondial pour la nature
ZADJN	Zones situées au-delà de la juridiction nationale
ZEE	Zone économique exclusive
ZLECAf	Zone de libre-échange continental africaine

Avant-propos

Le Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA) est un bureau technique spécialisé du Département de l'économie rurale et de l'agriculture (DREA) de la Commission de l'Union africaine (CUA) qui est mandaté pour soutenir et coordonner les activités d'élevage, de pêche, d'aquaculture et d'exploitation de la faune sauvage en tant que ressources nécessaires pour le bien-être humain et le développement économique dans les États membres de l'Union africaine. La vision du plan stratégique 2018-2023 de l'UA-IBAR est celle d'une Afrique dans laquelle les ressources animales contribuent de manière significative à l'intégration, à la prospérité et à la paix. L'intervention de l'UA-BIRA dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture est guidée par le Cadre réglementaire et la Stratégie de réforme de la pêche et de l'aquaculture en Afrique (PFRS), qui vise à améliorer la gouvernance dans ce secteur en vue de renforcer durablement la sécurité alimentaire, d'améliorer les moyens de subsistance et de créer de la richesse. De plus, dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, la Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique a défini les contours d'une économie bleue inclusive et durable qui contribue considérablement à la transformation et à la croissance de l'Afrique.

Lors de la Conférence sur l'économie bleue durable organisée à Nairobi, au Kenya, en novembre 2018, les dirigeants africains ont demandé à l'Union africaine de travailler avec les parties prenantes concernées pour élaborer un plan directeur de la Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique qui permettra de garantir l'exploitation durable des océans, des mers, des lacs et des fleuves pour le développement durable de l'économie bleue et l'amélioration des moyens de subsistance.

Par conséquent, l'UA-BIRA a été chargé par S.E. le Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture de la Commission de l'Union africaine de diriger le processus d'élaboration de la Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique. La Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique¹ a finalement été élaborée puis approuvée en octobre 2019 par le Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur l'agriculture, le développement rural, l'eau et l'environnement (CTS-ARDWE). Le Plan d'action pour l'économie bleue a été élaboré en septembre 2020, approuvé par le CTS-ARDWE en octobre 2019, puis adopté par le Conseil exécutif de l'Union africaine en février 2020. À cet effet, un contrat de consultance a été signé entre l'équipe d'experts en économie bleue et l'UA-BIRA le 24 septembre 2020. L'objectif de la consultance était de préparer le présent Cadre de la gouvernance bleue.

¹ Disponible en quatre langues sur <https://www.au-ibar.org/strategy-documents>

Remerciements

Le Directeur de l'UA-BIRA tient à remercier les experts en économie bleue qui ont contribué à l'élaboration du présent cadre de la gouvernance bleue. Le Directeur remercie également toutes les parties prenantes, notamment les départements de la Commission de l'Union africaine, les Communautés économiques régionales et les institutions régionales spécialisées, les États membres de l'Union africaine, les partenaires et les acteurs non étatiques, qui ont participé aux ateliers consultatifs organisés à l'échelle continentale et régionale sur l'économie bleue, et dont les diverses observations et idées ont grandement contribué à améliorer la qualité de ce cadre. En outre, le Directeur remercie S.E. Ambassadeur Josefa Sacko pour son soutien indéfectible durant tout le processus de consultation. Des remerciements particuliers sont adressés au Royaume de Norvège pour le soutien financier et à l'équipe éditoriale du Bureau interafricain des ressources animales pour son travail. ***Le présent ouvrage a été réalisé avec le soutien du Royaume de Norvège, par l'intermédiaire de l'ambassade de Norvège auprès de l'Union africaine.***

Contexte

La Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique a été élaborée et approuvée en octobre 2019 par le Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur l'agriculture, le développement rural, l'eau et l'environnement. La Stratégie couvre les cinq domaines thématiques suivants, considérés comme essentiels à la croissance de l'économie bleue en Afrique :

- Pêche, aquaculture, conservation et écosystèmes aquatiques durables dans le contexte de l'économie bleue de l'Afrique
- Navigation/transports maritimes, commerce, ports, sécurité et sûreté maritimes, et application des réglementations dans le contexte de l'économie bleue de l'Afrique
- Tourisme côtier et marin, résilience au changement climatique, environnement et infrastructures dans le contexte de l'économie bleue de l'Afrique
- Énergie durable, ressources minérales et industries innovantes dans le contexte de l'économie bleue de l'Afrique
- Politiques, institutions et gouvernance, emploi, création d'emplois et éradication de la pauvreté, et financements innovants dans le contexte de l'économie bleue de l'Afrique

Ces cinq domaines thématiques s'inscrivent dans le cadre de la Conférence sur l'économie bleue durable organisée en novembre 2018 à Nairobi. Les objectifs de la conférence étaient conformes à la vision du Plan stratégique 2018-2023 de l'UA-BIRA et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui contribuent tous les deux à la transformation et à la croissance intégrées et sûres de l'Afrique.

Ainsi, la mise en œuvre de la Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique contribuera à stimuler la croissance économique inclusive, la prospérité sociale ainsi que la gestion et la protection de l'environnement. Pour atteindre effectivement ces objectifs, il faudra s'appuyer sur les recommandations du CST-ARDWE formulées en octobre 2019. Dans ces recommandations le CST-ARDWE a invité la Commission de l'Union africaine à

- Soutenir une sensibilisation efficace, renforcer les capacités et partager les meilleures pratiques en matière d'économie bleue ;
- Appuyer la mise en place de mécanismes de la gouvernance bleue pour assurer la planification et la coordination à l'échelle continentale, régionale et nationale ; et
- Mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de la Stratégie de l'économie bleue.

La deuxième recommandation établit une base permettant à l'UA-BIRA de mettre en place un mécanisme ou un cadre de la gouvernance bleue pour la mise en œuvre de la Stratégie de l'économie

bleue par le biais de son Plan d'action. L'absence de structure de coordination constituerait un handicap majeur non seulement pour l'appropriation et l'application de la Stratégie par les États membres et par les Commissions économiques régionales, mais elle compromettrait également l'exécution et le suivi effectifs du Plan de mise en œuvre de la Stratégie.

Un Cadre de la gouvernance bleue permettra d'assurer une cohérence, une homogénéité et une synergie générales, en plus de créer des passerelles et de favoriser une meilleure exploitation des ressources entre les différents plans de mise en œuvre des stratégies. Il s'agit notamment de stratégies de l'économie bleue élaborées par certaines Communautés économiques régionales telles que l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ou par certaines commissions régionales comme la Commission de l'océan Indien, ainsi que des initiatives nationales sur l'économie bleue.

Objectifs et contenus

La mise en œuvre de la Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique nécessite l'instauration d'un mécanisme institutionnel efficace qui pourrait être désigné comme la gouvernance bleue, car elle se rapporte aux processus d'interaction et de prise de décision entre les acteurs impliqués dans une initiative collective visant à établir, renforcer ou reproduire des normes et des institutions². Plus précisément, il s'agit de la coordination, de la planification et du suivi des activités liées à l'économie bleue initiées par la Commission de l'Union africaine, les Communautés économiques régionales (et d'autres organisations régionales) ainsi que par les États membres. Un cadre de gouvernance est donc nécessaire pour mettre en place un plan d'organisation à différentes échelles et favoriser une collaboration à long terme entre les institutions africaines. Le cadre de gouvernance contribuera à structurer, soutenir, réglementer et assurer la transparence des règles et des normes établies pour le développement de l'économie bleue en Afrique.

En dépit des progrès réalisés à ce jour sur de nombreux fronts, il existe encore d'importants défis institutionnels et des problèmes de gouvernance qui limitent la capacité de la Commission de l'Union africaine, des Communautés économiques régionales et des États membres à formuler et à mettre efficacement en œuvre des politiques favorisant la croissance du secteur relativement nouveau de l'économie bleue, ainsi que des politiques en faveur de la protection de l'environnement et de l'amélioration de la santé des écosystèmes. Un cadre politique et réglementaire efficace est nécessaire pour obtenir des investissements dans l'exploration en mer et pour mettre en

² Hufty, Marc (2011). « Investigating Policy Processes: The Governance Analytical Framework (GAF). In: Wiesmann, U., Hurni, H., et al. eds. *Research for Sustainable Development: Foundations, Experiences, and Perspectives* ». Bern: Geographica Bernensia: 403–24.

place une politique solide en matière d'innovation, de transfert de technologie et d'adaptation afin de soutenir les inventeurs. Ce cadre devrait être mis en place pour renforcer les capacités institutionnelles des principales agences et organisations nationales et régionales en vue de la mise en œuvre efficace des fonctions liées à l'économie bleue. En outre, cela impliquerait, notamment, le renforcement des capacités et la mise en place de mesures d'incitation en faveur des entités et des structures traitant des principaux aspects sectoriels de l'économie bleue.

À cet effet, les deux principaux objectifs du présent Cadre de la gouvernance bleue sont les suivants :

- Définir un cadre pour la mise en place de mécanismes fonctionnels et intégrés en vue de coordonner la gouvernance bleue dans les États membres de l'Union africaine et les Communautés économiques régionales pour favoriser une mise en œuvre durable et globale de la Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique. Le cadre comprend des conseils sur la conception, la mise en place, les dispositions institutionnelles, l'opérationnalisation et la gestion des mécanismes de coordination de la gouvernance bleue ainsi que des mécanismes offrant des options pour la mise en œuvre au niveau des États membres de l'Union africaine aussi bien que pour la mise en œuvre au niveau régional par les Communautés économiques régionales.
- Formuler des recommandations sur le renforcement de la coopération et de l'intégration régionale en faisant converger les intérêts divergents et les ressources respectives des différents acteurs de l'économie bleue.

Le document est structuré en trois parties.

1. La première partie présente les principes des mécanismes de la gouvernance bleue, tels que la coordination, les outils et le financement.
2. La deuxième partie présente en détail les dispositions institutionnelles à mettre en place entre la Commission de l'Union africaine, les Communautés économiques régionales et les États membres.
3. La troisième partie décrit, quant à elle, les dispositions spécifiques à prendre dans différents secteurs et composantes de l'économie bleue, y compris les partenariats public-privé.

Principes de la gouvernance bleue

Cette section donne un aperçu des principes clés qui sous-tendent la mise en place du Cadre de la gouvernance bleue de l'Afrique. Elle présente d'abord les impératifs de la coordination, puis les outils qui doivent être mis en place et utilisés pour assurer une gouvernance efficace.

Impératifs de la coordination

Alignement sur les autres politiques et stratégies

La Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique fait partie d'un certain nombre de politiques et d'initiatives africaines et mondiales, notamment l'Agenda 2063 de l'Union africaine, la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans de 2014 (Stratégie AIM 2050), le Cadre réglementaire et la Stratégie de réforme de la pêche et de l'aquaculture en Afrique de 2014 (PFRS), la Charte africaine sur la sûreté et la sécurité maritimes et le développement en Afrique de 2016 (Charte de Lomé) et les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 adoptés par les Nations Unies en 2015. De manière plus détaillée, ces politiques et initiatives ont été élaborées de la manière suivante :

L'Agenda 2063 : il s'agit du cadre stratégique pour la transformation socio-économique du continent au cours des 50 prochaines années. Dans son Objectif 6, l'Agenda 2063 fait spécifiquement référence à l'économie bleue et océanique en tant qu'un accélérateur de la croissance économique, en particulier pour les domaines prioritaires des ressources marines et de l'énergie, ainsi que des opérations portuaires et du transport maritime. L'Objectif 7 touche également à l'économie bleue, avec des domaines prioritaires tels que la gestion durable des ressources naturelles et la conservation de la biodiversité, les modes de production et de consommation durables, la sécurité de l'approvisionnement en eau, la résilience aux changements climatiques, la prévention et la préparation face aux catastrophes naturelles, et les énergies renouvelables. Tous ces domaines sont essentiels au développement de l'économie bleue en Afrique.

Le Cadre réglementaire et la Stratégie de réforme de la pêche et de l'aquaculture en Afrique (PFRS) : il fournit des orientations pour renforcer la productivité, la durabilité et la rentabilité du secteur de la pêche en Afrique, ainsi que des options pour une meilleure gestion collaborative et régionale des ressources partagées. Le PFRS permet aux gouvernements africains de mettre en place des dispositions appropriées pour la gestion de la pêche et le développement de l'aquaculture, qui sont deux secteurs clés de l'économie bleue. Ces dispositions seront accompagnées de réformes fiscales qui devraient permettre de générer des bénéfices durables pour les communautés et de créer des richesses tout au long de la chaîne de valeur.

La Stratégie AIM 2050 : elle a été conçue comme un outil destiné à relever les défis auxquels l'Afrique est confrontée en matière de compétitivité et de développement durable dans le domaine maritime. Cette stratégie vise à favoriser la création de richesse à partir des océans, des mers et des voies navigables intérieures de l'Afrique en développant une économie maritime florissante

et en exploitant tout le potentiel des activités maritimes d'une manière écologiquement durable. Certains secteurs et composantes de l'économie bleue, notamment la conservation, la recherche, l'éducation et la gouvernance sont décrits dans la Stratégie AIM 2050, mais ils se limitent en grande partie aux zones marines et maritimes. La Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique abordera de manière adéquate la question des eaux intérieures. L'extraction minière, pétrolière et gazière, ainsi que les mécanismes de financement innovants n'ont pas été pris en compte dans la Stratégie AIM 2050. Les questions relatives aux services écosystémiques tels que le carbone bleu et leurs utilisations pour l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements, qui sont actuellement une priorité absolue de l'Union africaine, n'y ont pas non plus été prises en considération.

La Charte de Lomé : elle fait référence à la sûreté et à la sécurité dans le secteur de l'économie bleue. Elle vise à prévenir et à réprimer la criminalité nationale et transnationale, en particulier le terrorisme, la piraterie et les vols à main armée contre les navires, ainsi que toutes les formes de trafic illicite en mer. Elle vise également à protéger l'environnement en général et les environnements maritimes des États côtiers et insulaires en particulier, ainsi qu'à renforcer la coopération sur le terrain. La Charte engage les signataires à créer des institutions nationales, régionales et continentales pour promouvoir la sûreté et la sécurité maritimes.

L'Objectif de développement durable 14 (ODD 14) : l'économie bleue faisant partie de l'ODD 14 qui porte sur la vie sous-marine, les États côtiers africains ont approuvé la réalisation d'une série de cibles d'ici 2030 dont la plupart concernent une meilleure exploitation de la mer, la préservation de l'environnement et la prévention de la pollution et d'autres changements néfastes résultant des activités humaines. Tous les États africains travaillent, en outre, à la réalisation de l'Objectif de développement durable 6 (ODD 6) consacré à l'alimentation en eau et à l'assainissement et qui est en lien direct avec la dimension continentale de l'économie bleue.

Les activités sectorielles de l'économie bleue africaine sont également mentionnées dans des instruments de politique continentale plus spécifiques tels que la Vision minière africaine de 2009, la Charte africaine des transports maritimes de 2010 (révisée) et l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) de 2019 qui favorise la circulation sans restriction des biens et des services entre les États membres de l'Union africaine. Les composantes naturelles de l'économie bleue sont, quant à elles, prises en compte dans la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (révisée en 2017). Elles sont également intégrées dans les conventions d'Abidjan, de Nairobi et de Djeddah sur les mers régionales en

vue de renforcer la capacité des pays à protéger, gérer et développer leurs environnements côtiers et marins. Actuellement, la composante de l'économie bleue portant sur la recherche est principalement gérée par l'Agence spatiale africaine en raison de l'importance de l'observation par télédétection des océans et des étendues d'eau dans le contexte du changement climatique, et dans le cadre de l'initiative pour le développement des Centres d'excellence pour la pêche et l'aquaculture en Afrique lancée en 2018.

Par ailleurs, l'Agence de développement de l'Union africaine/Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (AUDA-NEPAD) accorde une attention particulière au développement de l'économie bleue en Afrique, et élabore actuellement le programme de l'économie bleue qui vise à mieux orienter le soutien que l'Agence apporte aux États membres de l'Union africaine et aux Communautés économiques régionales en la matière. Certaines Communautés économiques régionales, telles que l'IGAD et la SADC, développent actuellement, avec d'autres organisations telles que la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Association des États riverains de l'océan Indien (IORA), leur propre stratégie de l'économie bleue. Grâce aux Orientations de SAMOA, les Petits États insulaires en développement (PIED) d'Afrique sont également engagés dans le processus de développement de leurs économies océaniques.

Application des principes clés

Le Cadre de la gouvernance bleue de l'Afrique devrait reposer sur les 12 principes résumés sur la figure 1 ci-dessous.

Un cadre politique et réglementaire efficace est également nécessaire pour garantir les investissements dans l'exploration durable des zones économiques exclusives (ZEE) des pays, ainsi que pour mettre en place une politique solide en matière d'innovation, de transfert de technologie et d'adaptation en vue d'encourager les initiatives novatrices. Cette politique devrait être mise en œuvre afin de renforcer les capacités institutionnelles des principales agences et organisations nationales, sous-nationales et celles des États insulaires. La mise en œuvre de ce cadre politique et réglementaire nécessite également une forte collaboration entre les principales entités/structures et un consensus sur la définition d'initiatives communes. Enfin, cela nécessite le renforcement des capacités humaines et la fourniture d'un soutien technique pour remédier aux inégalités entre les pays de la région.



Figure 1 : Les 12 principes clés de la gouvernance

Source : Conseil de l'Europe³

En outre, la gouvernance bleue doit veiller à ce que l'économie bleue suive les trois principes suivants :

L'économie circulaire : l'adoption d'un modèle circulaire de production et de consommation est liée à l'économie bleue⁴. Ce principe consiste à partager, réutiliser, réparer, rénover et recycler le plus longtemps possible les produits et matériaux existants afin de conserver leur valeur. Cela nécessite de repenser non seulement l'utilisation et le recyclage des produits, mais aussi de les concevoir dans l'intention d'utiliser leurs composants dans le futur tout en tenant compte de la phase de démantèlement. Ainsi, un travail important doit être fait dans tous les secteurs de l'économie bleue pour appliquer le principe de l'économie circulaire dans l'ensemble des filières de production. Ce principe doit également être intersectoriel pour favoriser de nombreuses possibilités de recyclage.

³ Consulter : [https://www.coe.int/en/web/good-governance/12-principles#%2225565951%22:\[\]}](https://www.coe.int/en/web/good-governance/12-principles#%2225565951%22:[])

⁴ L'économie circulaire s'oppose au modèle économique linéaire traditionnel qui est basé sur le concept « extraire, fabriquer, consommer, jeter ». Avec l'économie circulaire, le cycle de vie des produits est prolongé afin de réduire l'utilisation de matières premières et la production de déchets. Lorsqu'un produit est en fin de vie, ses composants sont maintenus dans le cycle économique. Ils peuvent ainsi être utilisés à plusieurs reprises pour recréer de la valeur (CE, 2019).

La viabilité environnementale et sociale : le changement et la variabilité climatiques ont déjà des incidences sur les systèmes aquatiques et sur toute la production alimentaire en Afrique. Le continent doit donc renforcer la résilience des écosystèmes bleus et réduire considérablement la vulnérabilité des communautés face aux changements climatiques afin de garantir la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance grâce à l'économie bleue. En outre, les exploitations minières, pétrolières, gazières et la production énergétique en eaux profondes devraient être développées conformément au processus de contributions déterminées au niveau national, selon les principes stricts de précaution⁵ et de compensation⁶ (éviter, réduire, compenser) et en veillant à obtenir l'approbation de la société civile, car des écosystèmes sains sont essentiels à la survie des ressources aquatiques vivantes tant dans les océans que dans les eaux intérieures. Ainsi, il conviendrait de mener une réflexion et de prendre des décisions concertées avant d'autoriser l'exploitation des ressources en eaux profondes.

En outre, les pays doivent adhérer aux normes et pratiques nationales, régionales et internationales de lutte contre la pollution, y compris celles relatives aux produits chimiques et aux plastiques⁷. Sur le plan social, de nombreuses communautés insulaires manquent d'instruction et de capacités entrepreneuriales. Elles n'ont que peu de droits de propriété sur leurs moyens de subsistance et sont souvent exclues du processus de prise de décision. La Commission de l'Union africaine doit donc mettre en œuvre l'économie bleue afin de lutter contre la pauvreté, en particulier dans les îles éloignées, et inclure ces communautés dans le processus de développement d'une économie bleue (voir le premier principe de bonne gouvernance). Les communautés insulaires auraient ainsi un meilleur accès au secteur économique, ce qui aura un impact positif sur leur bien-être.

L'autonomisation et la participation à la prise de décision : pour garantir une couverture élargie de l'économie bleue ; la prise en compte des besoins des communautés ; et le respect des droits de l'homme, les discussions internationales sur l'économie bleue cherchent à déterminer comment faire participer le plus grand nombre d'utilisateurs des océans (les femmes et les hommes qui travaillent dans le secteur de la pêche artisanale) au dialogue sur les projets et l'élaboration des stratégies portant sur l'économie bleue. Afin de s'assurer que les droits, les intérêts et les voix des acteurs de la pêche artisanale sont pris en compte dans ce dialogue, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a facilité l'élaboration des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (FAO, 2015), qui a intégré les contributions d'environ

⁵ Voir : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/573876/EPRS_IDA\(2015\)573876_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/573876/EPRS_IDA(2015)573876_EN.pdf)

⁶ Voir : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/573876/EPRS_IDA\(2015\)573876_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/573876/EPRS_IDA(2015)573876_EN.pdf)

⁷ Voir la stratégie environnementale de Carthagène sur la pollution de l'environnement et l'interdiction du polystyrène et des sacs en plastique : <https://www.unenvironment.org/cepl/news/blogpost/styrofoam-and-plastic-bag-bans-caribbean-interactive-map>

4 000 représentants issus du secteur de la pêche, des gouvernements et des communautés de plus de 120 pays lors de plus de 20 réunions consultatives nationales dirigées par des organisations de la société civile. Ces directives proposent des principes qui tiennent compte de la sécurité alimentaire et du respect des droits de l'homme, et qui favorisent l'autonomisation et la prise de décision inclusive. Elles ont une portée mondiale et mettent l'accent sur les besoins des pays en développement⁸. Ainsi, cette initiative sera guidée par les directives de la FAO et garantira une participation active, libre, efficace, significative et informée des communautés pratiquant la pêche artisanale, ainsi que des communautés autochtones, aux processus de prise de décision en rapport avec tout projet ayant une incidence sur les ressources halieutiques ou les zones dans lesquelles la pêche artisanale est pratiquée tout comme dans les zones terrestres adjacentes, en tenant compte des inégalités de pouvoir entre les différentes parties. Le Cadre réglementaire et la Stratégie de réforme de la pêche et de l'aquaculture en Afrique (PFRS) de l'Union africaine (2014) souligne également le rôle des parties prenantes dans la gestion de la pêche et le développement de l'aquaculture, et a donc identifié le développement de la pêche artisanale, l'autonomisation des femmes et des jeunes comme des domaines politiques prioritaires.

Leadership nécessaire pour garantir la cohérence et un changement en profondeur

Pour assurer un changement en profondeur de l'économie bleue en Afrique, des changements institutionnels devraient être encouragés en

- Intégrant le processus de transformation dans les politiques globales de lutte contre les changements climatiques, afin de transformer les contraintes en opportunités grâce à l'amélioration des services écosystémiques marins et côtiers. Cela signifie qu'il faut aller au-delà des objectifs d'adaptation et d'atténuation et transformer ces contraintes en une source de richesse durable ;
- Développant des stratégies intégrées pour assurer une croissance bleue durable et inclusive dans le cadre de la ZLECAf ; et en
- Assurant le fonctionnement des mécanismes de renforcement des capacités continentales et sous-régionales, en stimulant l'innovation, en créant des centres et des réseaux d'excellence pour l'économie circulaire, et en mettant en place des industries propres et des mécanismes de financement innovants.

Le changement en profondeur doit s'accompagner d'un processus qui favorise la cohérence (interne et externe) pour

⁸ Cohen et al (2019). "Securing a Just Space for Small-Scale Fisheries in the Blue Economy". *Frontiers in Marine Science*. Également disponible à l'adresse <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fmars.2019.00171/full> ; et Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/voluntary-guidelines-small-scale-fisheries/en/>

- Assurer la cohérence de toutes les initiatives, politiques et stratégies régionales et nationales en matière d'économie bleue avec celles continentales ;
- Élaborer un cadre de la gouvernance bleue afin d'assurer la coordination des activités conformément au principe de subsidiarité.

Outils

Un ensemble d'outils doivent être mis en place et utilisés pour assurer une gouvernance bleue efficace. Il s'agit principalement de la comptabilité économique, sociale et environnementale dans le cadre de l'économie bleue ; de la planification de l'espace maritime et des surfaces d'eau douce ; des normes de l'économie bleue ; et de certains mécanismes de financement bleu.

Comptabilité de l'économie bleue

Pour les pays africains qui pratiquent des activités relevant de l'économie bleue, la comptabilisation des composantes de l'économie bleue n'a pas encore été entreprise⁹. Sur le plan social, de nombreuses communautés pauvres des régions côtières et lacustres d'Afrique manquent d'éducation et de capacités entrepreneuriales. Elles ne disposent que de peu de droits de propriété sur leurs ressources et sont souvent exclues du processus de prise de décision. Les États membres de l'Union africaine doivent donc s'efforcer de promouvoir l'économie bleue afin de lutter contre la pauvreté et d'inclure ces communautés dans le processus de développement de l'économie bleue. Les communautés vivant le long des côtes et des voies navigables auraient ainsi un meilleur accès au secteur économique, ce qui permettra d'améliorer leurs conditions de vie. Ainsi, la durabilité sociale doit être effectivement prise en compte. Du point de vue économique, les systèmes de comptabilité des activités de l'économie bleue des pays africains ne sont pas unifiés. Actuellement, les données sont collectées à partir de différentes sources afin de présenter un aperçu général de la contribution des secteurs de l'économie bleue à la création d'emplois et de la valeur ajoutée.

Les composantes écologiques de l'économie bleue sont également mal intégrées et les services écosystémiques essentiels, comme ceux fournis par les zones côtières, sont mal évalués. La mise en œuvre d'un processus de suivi des contributions déterminées au niveau national (CDN) afin de faciliter la comptabilité « verte » et « bleue » sera très utile pour le travail des décideurs et des responsables politiques, car elle constituera le socle pour mener des actions fondées sur des données probantes, comme la lutte contre les changements climatiques. Par exemple, les politiques

⁹ Pour atteindre les objectifs de l'économie bleue, il est essentiel de disposer de systèmes de comptabilité spécifiques à l'économie bleue. L'élaboration d'une comptabilité de l'économie bleue basée sur la fusion des comptes satellites bleus et du compte des écosystèmes bleus a été inscrite dans la stratégie et les plans de travail à différentes échelles, notamment à l'échelle continentale avec la présente Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique, à l'échelle régionale avec les stratégies de la Commission de l'océan Indien (COI) et de l'Agence intergouvernementale pour le développement (IGAD), et à l'échelle nationale avec, par exemple, la stratégie des Seychelles.

de l'économie bleue devraient prendre en compte les CDN concernant le « carbone bleu », la fixation du CO² par les mangroves, les verdières, les vasières et d'autres écosystèmes côtiers. Pour ce faire, il faut mettre en place des mécanismes de comptabilisation spécifiques pour le carbone bleu et d'autres services écosystémiques qui permettent de surveiller et de mesurer l'évolution de la contribution des écosystèmes côtiers à la fixation du carbone.

De manière générale, le manque de données comparables, qui doivent d'abord être recueillies auprès de différentes sources, constitue un obstacle majeur à la présentation d'un aperçu global de la contribution de l'économie bleue sur les plans social, économique et écologique. L'élaboration d'un cadre de comptabilité nationale approprié qui englobe les composantes sociales, économiques et écologiques facilitera le recensement des changements annuels afin d'identifier la contribution de l'économie bleue dans ces domaines. L'utilisation d'un tel outil à l'échelle nationale, régionale et continentale est cruciale pour la mise en œuvre de l'économie bleue.

Planification de l'espace maritime et des surfaces d'eau douce

La planification de l'espace maritime et des surfaces d'eau douce est un « processus public d'analyse et de répartition spatiale et temporelle des activités humaines dans les zones maritimes et les surfaces d'eau douce pour atteindre les buts et les objectifs écologiques, économiques et sociaux qui sont généralement spécifiés par le biais d'un processus politique »¹⁰. Elle peut être considérée comme un processus de planification stratégique, entrepris dans un cadre cohérent et communément adopté, qui favorise une prise de décision intégrée, cohérente et tournée vers l'avenir sur l'utilisation spatiale de la mer, des cours d'eau et des eaux intérieures.

La planification de l'espace maritime et des surfaces d'eau douce vise à trouver un consensus sur la réglementation de l'utilisation de la mer et des étendues d'eau entre les secteurs par le biais d'un « processus de médiation » dans lequel les intérêts divergents sont identifiés et des solutions viables sont recherchées. Cette planification est une approche transparente, globale et intégrée destinée à un ensemble de décideurs responsables de secteurs particuliers et permet d'équilibrer les demandes en matière de développement et la nécessité de protéger les écosystèmes marins et d'eau douce. Pour réaliser la planification de l'espace maritime, il faut recourir à des outils ou à des activités appropriés, tels que les réglementations ; la gestion intégrée des côtes, des lacs et des rivières ; la délimitation des zones d'utilisation des ressources ; la cartographie et la collecte de données ; les bases de données ; les logiciels et d'autres outils et informations qui contribuent à l'élaboration de plans d'espace maritime et de surfaces d'eau douce.

¹⁰ Adapté de Ehler CN, Douvère F, 2009. *Marine Spatial Planning: A Step-by-step Approach toward Ecosystem-based Management*. UNESCO/IIOC Manuals Guide 53, 99 p.

Les États membres de l'Union africaine n'ont pas encore institutionnalisé l'approche des grands écosystèmes marins, ainsi que l'approche par bassin versant pour assurer une gouvernance durable des écosystèmes d'eau douce. Pourtant, ces approches permettent de comprendre l'évolution des écosystèmes côtiers et marins grâce à un ensemble d'indicateurs écologiques, notamment la productivité biologique (en particulier l'abondance de plancton pour la biomasse halieutique), la dégradation et la pollution (plastique et chimique, entre autres) des habitats, la santé des écosystèmes, et cetera. Par conséquent, la gestion réelle des ressources et des écosystèmes est moins efficace. La planification de l'espace maritime fait également défaut dans plusieurs pays bien qu'elle constitue un processus public visant à atteindre les objectifs spécifiés dans le cadre de mise en œuvre de l'économie bleue grâce à l'analyse et à la diffusion de données spatio-temporelles sur les usages socio-économiques et les zones de conservation environnementale. Si certains pays comme le Kenya, les Seychelles et l'Afrique du Sud ont lancé un processus de planification de l'espace maritime depuis plusieurs années, celui-ci a été conçu comme un outil de planification spatiale plutôt qu'un outil analytique et fonctionnel visant à développer une économie bleue.

Les objectifs de la planification de l'espace maritime et des surfaces d'eau douce en l'Afrique seront les suivants :

- Définir les priorités et les orientations de développement futur dans la zone envisagée ;
- Fournir des informations sur l'utilisation durable des ressources marines et en eau douce ; et
- Aider les utilisateurs des ressources marines à comprendre les meilleurs endroits où ils peuvent exercer leurs activités, y compris les endroits où de nouveaux projets de développement peuvent être réalisés.

Pour cela, cette planification doit présenter les caractéristiques suivantes :

- **Intégrée et à objectifs multiples** : dans tous les secteurs et à tous les niveaux de gouvernance ; vise à atteindre les trois objectifs essentiels, à savoir écologiques, sociaux et économiques.
- **Axée sur une zone déterminée** : définie par des limites spatiales.
- **Adaptable** : capable de tirer des enseignements de l'expérience.
- **Stratégique et capable d'anticiper** : la planification de l'espace maritime et des surfaces d'eau douce est une planification sur le long terme.
- **Participative** : les parties prenantes sont activement et efficacement impliquées dans le processus de planification.
- **Axée sur l'écosystème** : se focalise sur un écosystème plutôt que sur une seule espèce, un seul secteur ou une seule activité.

La concurrence pour obtenir des espaces maritimes et d'eau douce (en vue d'installer des équipements de production d'énergies renouvelables, de pratiquer l'aquaculture, et pour d'autres usages) a mis en évidence la nécessité de gérer les eaux africaines de manière plus cohérente afin d'éviter les externalités négatives¹¹. La planification de l'espace maritime et des surfaces d'eau douce va au-delà des frontières et des secteurs pour garantir que les activités humaines en mer et sur les voies navigables se déroulent de manière efficace, sûre et durable.

Normes bleues

La mise en œuvre des politiques bleues devrait s'accompagner de la mise en place de normes bleues pour assurer la durabilité de la production, du commerce et de la consommation des biens et services issus de l'économie bleue. À cet égard, l'ONU¹² a défini des normes volontaires de durabilité (NVD), qui sont des règles que les producteurs, les commerçants, les fabricants, les détaillants ou les prestataires de services peuvent être tenus de respecter afin que les produits, les biens et services qu'ils fabriquent, cultivent ou commercialisent, ne portent pas préjudice aux personnes et à l'environnement. Ces normes contribuent à maintenir les travailleurs en bonne santé et en sécurité, à protéger les communautés et les terres, à faire respecter les droits de l'homme, ainsi qu'à atténuer les effets de la production et de la consommation sur l'environnement. Des normes volontaires de durabilité peuvent être élaborées spécifiquement pour l'économie bleue africaine. Elles sont déjà bien définies dans le secteur des fruits de mer¹³, mais elles doivent être établies dans les autres secteurs. En plus des normes ISO¹⁴ actuelles qui définissent les normes internationales et qui sont déjà appliquées par certaines entreprises de l'industrie bleue, un ensemble de normes volontaires de durabilité sont déjà disponibles et prêtes à être opérationnalisées dans le cadre de l'économie bleue en Afrique :

- **Le réseau One Planet** a été créé pour mettre en œuvre le cadre décennal des programmes sur la consommation et la production durables (CPD), qui soutient le passage à la CPD à l'échelle mondiale et la réalisation de l'Objectif de développement durable 12. Ce réseau est une plateforme qui permet aux principales organisations de chaque programme de coordonner leurs efforts, de présenter les activités du programme et les personnes prenant part aux activités, ainsi que les modalités de participation pour les parties prenantes intéressées.
- **La plateforme « Sustainability Map »** fournit des outils concrets et évolutifs, une assistance technique et des services de conseil pour chaque étape de la chaîne de valeur, des micro-, petites et moyennes entreprises des pays en développement aux détaillants et grandes marques des marchés développés.

¹¹ Les externalités négatives surviennent lorsque la production ou la consommation impose des coûts externes à des tiers en dehors du marché et pour lesquels aucune compensation appropriée n'est versée. Les coûts sociaux sont alors supérieurs aux coûts privés.

¹² Voir : <https://unfss.org/>

¹³ Voir : <https://www.iisd.org/publications/state-sustainability-initiatives-review-standards-and-blue-economy>

¹⁴ Voir : <https://www.iso.org/standards.html>

- **Le programme de la CNUCED visant à encourager les exportations vertes dans les pays en développement par le biais des normes volontaires de durabilité** a pour but d'aider les pays en développement à renforcer leur capacité à utiliser les normes volontaires de durabilité comme un outil permettant d'obtenir des résultats avantageux pour toutes les parties, c'est-à-dire
 - Une croissance économique inclusive grâce à l'encouragement des exportations vertes ;
 - Des pratiques de production qui contribuent à la protection de l'environnement ; et
 - Un environnement des affaires propice pour favoriser un meilleur développement social.
- **Les mesures non tarifaires (MNT) de la CNUCED** sont des mesures de politique autres que les droits de douane ordinaires, qui peuvent avoir une incidence économique sur le commerce international des marchandises. Elles modifient de plus en plus le commerce et influencent les acteurs des échanges ainsi que les volumes échangés. Pour les exportateurs, les importateurs et les décideurs politiques, les MNT représentent un défi majeur. Bien que de nombreuses MNT visent principalement à protéger la santé publique ou l'environnement, elles ont également une incidence considérable sur le commerce en raison des coûts liés à l'information, aux procédures et à la mise en conformité.
- **L'initiative BioTrade de la CNUCED** : depuis son lancement en 1996, cette initiative promeut un biocommerce durable pour soutenir les objectifs de la Convention sur la diversité biologique. L'initiative a développé un ensemble de programmes régionaux et nationaux uniques. La CNUCED met actuellement en œuvre le programme Global BioTrade, qui associe commerce, biodiversité et développement durable, avec le soutien du Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO).
- **Les normes de l'économie circulaire** : l'Organisation internationale de normalisation (ISO), chargée d'harmoniser les normes économiques internationales, a annoncé qu'elle travaillait à l'élaboration d'une norme internationale sur l'économie circulaire. Le comité technique, ISO/TC 323¹⁵, fondera ses travaux sur la nouvelle norme de l'Association française de normalisation (AFNOR)¹⁶. La France a été désignée à la tête de ce comité et fera progresser ce dossier stratégique. La réponse a été si positive que la création d'un comité international a été proposée et concrétisée.

Malgré les nombreuses normes existantes, il est nécessaire de disposer de normes bleues appropriées. Par exemple, il n'existe pas de normes pour le carbone bleu et les autres services écosystémiques bleus. En outre, il n'existe pas de normes pour l'économie bleue applicables à l'ensemble des secteurs de l'économie bleue et des composantes bleues.

¹⁵ Voir : <https://www.iso.org/news/ref2402.html>

¹⁶ Voir : <https://www.afnor.org/en/news/practical-guide-circular-economy/>

Mécanismes de financement bleu

L'élaboration de mécanismes de financement innovants devrait être poursuivie au niveau continental pour garantir des investissements bleus cohérents. De l'accès au financement international à la distribution des fonds au niveau continental, les efforts devraient viser à mettre en place des mécanismes de financement bleu appropriés et durables. Des outils tels que les obligations bleues¹⁷ émises par les Seychelles, qui se sont révélées être des instruments efficaces, peuvent être appliquées à grande échelle, tandis que d'autres types de financement international peuvent être développés¹⁸ sur le modèle de conversion des dettes en investissements écologiques. D'autres mécanismes de financement devraient également être envisagés, tels que les nouvelles obligations de transition¹⁹. Le Fonds vert pour le climat devrait être sollicité pour la mise en œuvre d'actions d'atténuation et d'adaptation et la réalisation de grands projets continentaux et régionaux de lutte contre les changements climatiques. La Banque africaine de développement devrait jouer un rôle majeur dans ce processus

La diversification des régimes de financement peut également contribuer au financement des initiatives de l'économie bleue. Le secteur privé devrait y avoir accès grâce à un mécanisme de cofinancement. Cela encouragera des partenariats public-privé en faveur de la transition vers une économie bleue durable, ainsi qu'à l'élimination de l'empreinte carbone. Le développement du financement bleu pourrait donc être abordé en évaluant d'abord les besoins financiers pour le développement de l'économie bleue et la transition vers une économie sobre en carbone, puis en élaborant un plan de travail consolidé et chiffré basé sur des consultations avec les parties prenantes publiques et privées. Conformément aux Principes de financement de l'économie bleue durable²⁰, des mécanismes de financement internationaux innovants pourraient être envisagés et intégrés, parallèlement à la diversification des sources et à l'amélioration de l'accès à des financements bleus nationaux.

Ainsi, l'Union africaine devrait envoyer un signal clair sur sa volonté d'investir dans l'économie bleue. Par exemple, un financement important pourrait être accordé aux infrastructures afin d'améliorer les performances de l'économie bleue (tant sur le plan économique qu'environnemental).

¹⁷ La restructuration de la dette est basée sur un système sophistiqué dont le fonctionnement prend un certain temps. Ce système repose sur le principe selon lequel une tierce partie rachète la dette d'un pays à un prix réduit, la restructure et utilise ensuite le produit de cette opération pour financer la conservation et les activités d'adaptation aux changements climatiques fondées sur les écosystèmes. Dans le cas des Seychelles, la conversion a utilisé une combinaison d'un capital d'impact de 15,2 millions de dollars américains et des subventions de cinq millions de dollars américains pour racheter une partie de la dette des Seychelles avec une décote. Les fonds provenant de la restructuration de la dette sont versés aux Seychelles Conservation and Climate Adaptation Trust (SeyCCAT), qui en assure la gestion. Voir : <https://www.nature.org/en-us/what-we-do/our-insights/perspectives/rising-tides-debt-for-nature-swaps-finance-climate-resilience/>

¹⁸ Voir par exemple : <https://www.nature.org/en-us/what-we-do/our-insights/perspectives/an-audacious-plan-to-save-the-worlds-oceans/>

¹⁹ Voir : <https://cib.bnpparibas.com/documents/markets-360-brief-on-transition-bonds.pdf>

²⁰ Les 14 Principes de financement bleu qui ont déjà été dévoilés constituent une étape encourageante dans la codification des instruments financiers. Le soutien des organismes politiques et non gouvernementaux servira de catalyseur pour faire avancer cette initiative. Le financement bleu prendra certainement sa place aux côtés du financement vert et suivra sans aucun doute le processus du financement vert dans son organisation et sa codification par les organes de l'industrie. Pour découvrir les 14 principes, consulter le https://ec.europa.eu/maritimeaffairs/sites/maritimeaffairs/files/declaration-sustainable-blue-economy-finance-principles_en.pdf

Dispositions institutionnelles à prendre

La coordination des actions pour la mise en œuvre de la Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique nécessite la création d'une unité ou d'un bureau de coordination au sein de la Commission de l'Union africaine. Cet organe spécial devra développer ses initiatives de coordination à plusieurs niveaux, notamment à l'échelle continentale, régionale et nationale, ainsi qu'avec les organisations internationales à l'échelle mondiale. La coordination des actions au niveau institutionnel ne peut être pleinement réussie que si elle est accompagnée de l'élaboration et de la mise en œuvre de cadres législatifs et réglementaires.

Unité de coordination de la gouvernance bleue

Lors de la 11^e Session extraordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine en novembre 2018, le Département de l'économie rurale et de l'agriculture a été rebaptisé « Département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable » (ARBE) pour refléter l'évolution de son mandat²¹. Cette nouvelle dénomination vise à montrer l'importance accordée à l'économie bleue et à ses diverses composantes. Le rapport de cette session indique que l'importance accordée à l'économie bleue a « nécessité la création d'une division spécifique qui coordonnera les efforts de la Commission pour faire avancer le développement de l'économie bleue en Afrique ».

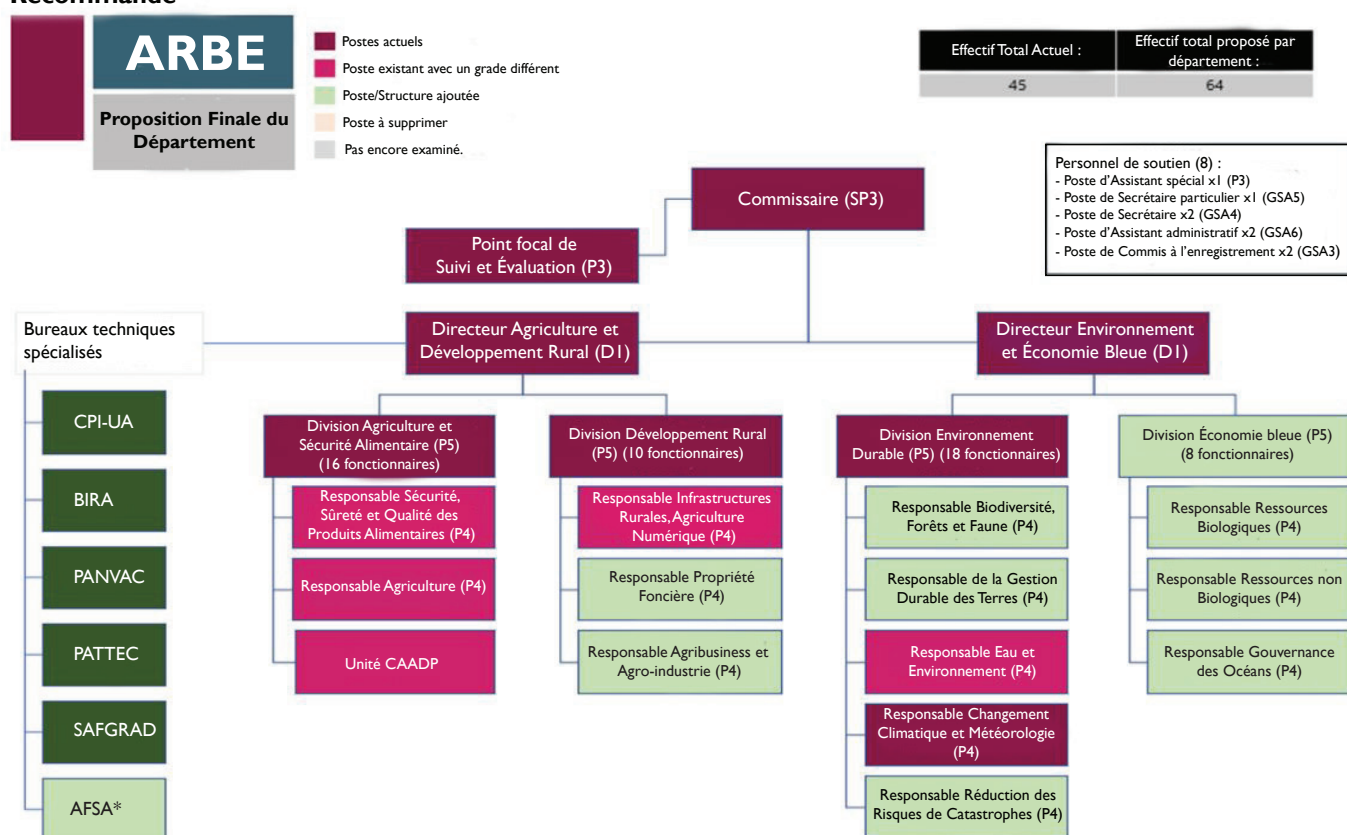
Publié avant l'adoption de la Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique, ce rapport souligne notamment que la nouvelle Division Économie bleue facilitera la formulation, l'adoption et la promotion de cadres à l'échelle continentale qui guideront les États membres de l'Union africaine à répondre positivement à la mise en œuvre de la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050 ainsi qu'à la Charte africaine sur la sûreté et la sécurité maritimes et le développement en Afrique (Charte de Lomé). En outre, la Division Économie bleue travaillera en étroite collaboration avec les divisions du Département Infrastructure et énergie (I&E) et du Département Développement économique, commerce, industrie et mines (DCIM) afin d'éviter les doubles emplois et d'assurer la coordination dans ce domaine. Cette précision est très importante pour garantir le mandat et assurer l'efficacité de la Division Économie bleue. Le rapport décrit schématiquement la restructuration et la localisation de la Division Économie bleue au sein du Département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable (ARBE) (voir la Figure 7 ci-dessous).

²¹ Voir : Le rapport au Président de la Commission intitulé « Restructuring the African Union Commission—Report of the Chairperson of the AUC through the Reform Implementation Unit on a proposed interdepartmental structure of the Commission », publié en mai 2019.

Une collaboration interne étroite et solide avec les autres divisions traitant de l'économie bleue au sein de la Commission de l'Union africaine est absolument nécessaire, et la même collaboration est fortement recommandée avec les autres organisations et partenaires externes impliqués dans le secteur riche et immense de l'économie bleue.

Puisque cette restructuration et le mandat donné à l'ARBE ont été décidés au plus haut niveau par les chefs d'État et de gouvernement, il est important, à ce stade, de tester le fonctionnement de la Division Économie bleue nouvellement créée pour voir si elle peut, au fil des ans, répondre aux attentes placées en elle.

Recommandé



Note : *Agence Africaine de Sécurité Alimentaire ; **Programme d'Action pour la Réduction des Risques de Catastrophe ; Renforcement des Capacités Africaines en matière d'Accords Multilatéraux sur l'Environnement ; Surveillance de l'Environnement et de Sécurité en Afrique (MESA) et le Cadre Mondial pour les Services Climatologiques ; Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel

Figure 2 : Structure du nouveau « Département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable », ARBE²²

La Division Développement et coordination de l'économie bleue repose sur trois piliers : les ressources biologiques (principalement les ressources halieutiques et aquacoles), les ressources non biologiques (pétrole, gaz et ressources minérales et énergie renouvelable) et la gouvernance des océans pour ces deux types de ressources. Cependant, il est clairement mentionné dans le rapport que les composantes de l'économie bleue vont des industries océaniques traditionnelles

²² L'économie bleue et l'intégration régionale par le biais de la ZLECAf devraient également être prises en compte.

telles que la pêche, le tourisme et le transport maritime, aux activités nouvelles et émergentes, telles que les énergies renouvelables en mer, l'aquaculture, les activités d'extraction des fonds marins, la biotechnologie marine et la prospection biologique. Ces activités ne sont donc pas incluses dans les domaines d'intervention de la nouvelle Division Économie bleue. La Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique a également stipulé que l'environnement devait être au cœur du développement de l'économie bleue, mais il n'est pas pris en compte à ce niveau.

En outre, les aspects continentaux de l'économie bleue sont éludés en raison de l'accent mis sur les activités océaniques. Les fleuves, les lacs et les rivières, ainsi que les problèmes particuliers rencontrés par les pays enclavés doivent être pris en considération. En d'autres termes, la conception de la nouvelle division semble être « centrée sur l'océan » au détriment des aspects continentaux de l'économie bleue. Pour ces raisons, il est important, à court terme, d'établir un mécanisme concerté avec les divisions de la Commission de l'Union africaine chargées des autres composantes de l'économie bleue, y compris l'environnement et le commerce. En vue d'amorcer la mise en œuvre de la Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique, un mécanisme de coordination simple et provisoire serait suffisant, à condition qu'il s'appuie sur l'ensemble du réseau institutionnel existant au sein de l'Union africaine et sur le continent.

À moyen terme, il sera essentiel de mener une réflexion sur le mécanisme de coordination de la gouvernance bleue. La place actuelle accordée à l'économie bleue au sein du Département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable ne peut durer que quelques années, notamment au cours de la période de lancement de la Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique, et cela ne constitue pas une solution durable. En effet, un Bureau de la gouvernance bleue (BGB) devrait être mis en place à l'avenir en tant qu'institution autonome, afin de mieux garantir l'indépendance, la multidisciplinarité et la transversalité de l'économie bleue. Si l'économie bleue est réellement « la nouvelle frontière économique de la renaissance africaine » comme cela a été mentionné à plusieurs reprises, alors elle devrait être érigée en institution, au moins en tant que « bureau technique spécialisé » au même titre que d'autres bureaux techniques spécialisés, notamment le Bureau interafricain pour les ressources animales de l'Union africaine (UA-IBAR), le Conseil phytosanitaire panafricain de l'Union africaine (CPI-UA), le Centre panafricain des vaccins vétérinaires de l'Union africaine (UA-PANVAC), la Campagne panafricaine d'éradication de la mouche tsé-tsé et de la trypanosomiase (PATTEC) ou le projet de Recherches et de développement des cultures vivrières en zones semi-arides (SAFGRAD).

Si cette unité de coordination est supervisée à l'avenir par un département technique comme prévu actuellement au sein de l'ARBE, l'on pourrait être sérieusement tenté de privilégier une approche purement sectorielle de l'économie bleue, au détriment d'une approche globale, multisectorielle et holistique. Le futur Bureau de la gouvernance bleue (BGB) devrait également être dirigé par des experts ayant des compétences très pointues et une vision globale et non sectaire de l'économie bleue. Il serait dirigé, par exemple, par trois personnes occupant des postes de représentants permanents (un poste de Chef de bureau, un poste d'Adjoint au chef de bureau et un poste de Secrétaire) et les personnes occupants ces postes seraient assistées par une équipe de conseillers techniques composée de quatre à cinq personnes. La tâche principale du BGB sera de diriger des initiatives trans-sectorielles.

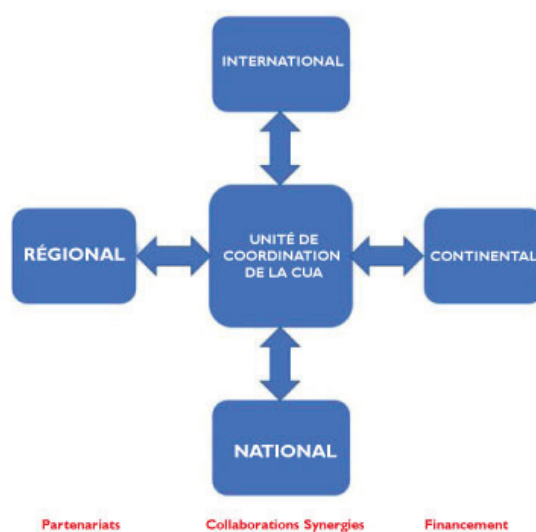


Figure 3 : Vision multidirectionnelle de l'action du Bureau de la gouvernance bleue au sein de la Commission de l'Union africaine

Ainsi, dans le cadre de ses missions de coordination, si l'actuelle Division BE (au sein de l'ARBE) ou le BGO, devaient être créés ultérieurement en tant que "Bureau technique spécial", ils seraient surtout chargés de faciliter une action multidirectionnelle à tous les niveaux (international, continental, régional et national). En outre, il serait particulièrement chargé de gérer les différents partenariats stratégiques, les mécanismes de coopération, de collaboration et de synergie, ainsi que d'œuvrer à la mobilisation internationale des financements pour promouvoir le BE sur le continent et sous l'égide de l'Union africaine. Ce Bureau sera également la cheville ouvrière et le point focal de la Commission de l'Union africaine pour organiser chaque année, au mois de juillet, une Journée africaine de l'économie bleue.

Mécanismes de coordination

Les mécanismes de coordination développés assureront une coordination efficace avec les partenaires continentaux, les CER et les États membres ainsi qu'entre l'Union africaine et les institutions internationales travaillant au niveau mondial.

Coordination de la gouvernance bleue au niveau continental

Approche globale

Au niveau continental, les stratégies de partenariat, de collaboration, de synergie et de mobilisation des fonds sont également nécessaires, car le plus grand risque serait ici de permettre à des initiatives intracommunautaires de se produire et de coexister avec des initiatives africaines concurrentes et finalement contre-productives.

A cette fin, la cellule de coordination devra se rapprocher particulièrement de certaines institutions continentales (dont les ONG), qui sont toutes déjà engagées dans le domaine de l'économie bleue, afin de mieux coordonner leurs actions respectives et de coopérer impérativement, par exemple, en se soutenant mutuellement dans leurs stratégies respectives, ou en envisageant des programmes d'actions communes (par exemple, en matière d'assistance technique à l'aquaculture ou à la pêche artisanale, de renforcement des capacités des opérateurs, de soutien aux femmes et aux jeunes, de statistiques et de planification pour l'économie bleue, ou sur le développement du transport maritime et fluvial comme facteurs d'intégration et de promotion de la ZLEF, etc.)

Parmi les institutions mentionnées ici, il y a bien sûr les suivantes :

- L'Agence de développement de l'Union Africaine et du NEPAD (AUDA-NEPAD),
- La Banque africaine de développement (BAD),
- La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA/ECA)
- Plusieurs ONGs (telles que le WWF, WorldFish/CGIAR et autres) fortement impliquées dans le développement de l'économie bleue sur le continent.

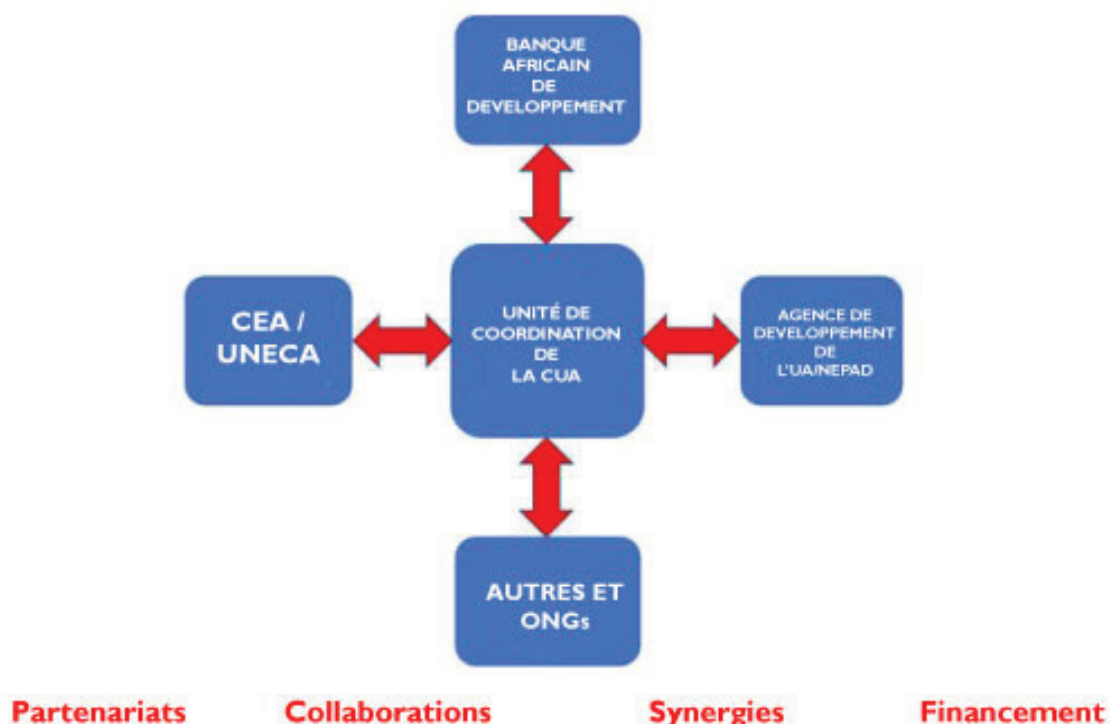


Figure 4: Coordination entre le Bureau de la gouvernance bleue, BGO (Unité de coordination de la CUA) et les principaux partenaires continentaux

Globalement, au niveau continental, il est nécessaire de développer l'instrument du règlement intérieur : des réunions du comité de pilotage impliquant les partenaires pour suivre ou échanger des informations sur les activités.

Coordination de la gouvernance bleue au niveau régional et national

Précautions préliminaires pour une meilleure coordination aux niveaux national et régional

La coordination de l'économie bleue entre l'Union africaine et les États membres d'une part, et entre ces derniers et les organisations économiques régionales ou spécialisées d'autre part, est celle qui présente les défis les plus importants dans le domaine de la mise en œuvre de la stratégie de l'économie bleue africaine : problèmes du degré d'avancement de chaque pays ou région dans sa propre "Stratégie" nationale ou régionale, défis institutionnels et politiques, souveraineté des États, conflits de compétences, degré de volontarisme des États, défis liés aux systèmes juridiques et aux modèles économiques, communautés culturelles et linguistiques, géographie (enclavé ou non, territoire insulaire ou non), autres spécificités régionales ou nationales, etc.

"L'unité de coordination" spécialisée devra donc prendre les mesures nécessaires au cas par cas,

afin de mieux comprendre et d'adapter son approche à la réalité de chaque domaine national ou régional. Dans les îles de l'Océan Indien, par exemple, les problèmes maritimes et océaniques sont rapidement et mieux perçus qu'en Afrique centrale et occidentale, et inversement ces îles n'accordent pas beaucoup d'attention à la dimension terrestre de l'économie bleue, contrairement à celles d'Afrique centrale et occidentale qui comprennent mieux ces questions car elles ont un arrière-pays très important et de nombreux États enclavés comme voisins.

Coordination envers les États membres

De plus en plus d'États ont déjà développé leur propre stratégie nationale ou sont en train d'en achever la préparation (Seychelles, Comores, Madagascar, Maurice, Togo, etc.). Il est donc nécessaire d'aligner les stratégies nationales sur la stratégie continentale. L'étape nécessaire consistera à encourager vivement les États concernés soit à réviser leur stratégie existante pour y intégrer une approche authentique de l'économie bleue et le plan de mise en œuvre qui l'accompagne, soit à intégrer d'urgence les apports de la stratégie africaine dans les travaux de rédaction de la nouvelle stratégie nationale (en cours). Pour les États qui n'ont pas du tout commencé ce travail important (et ils sont plus nombreux), le moment est maintenant venu, car un modèle de Stratégie africaine de l'économie bleue leur est maintenant proposé. Dans tous les cas, il sera fortement conseillé aux États membres de travailler avec l'Union africaine pour développer ou revoir les stratégies de l'ESB en vue de leur alignement sur l'ABES.

L'unité de coordination encouragera également chaque État à établir un organe national de coordination de l'économie bleue avec lequel il sera plus facile et plus efficace de travailler ensemble pour faire progresser l'économie bleue dans le pays. L'expérience montre qu'une structure de coordination rattachée au plus haut niveau, par exemple aux services du Premier ministre ou même aux services techniques du Bureau du Chef de l'État, s'avère plus efficace et surtout génère moins de conflits institutionnels qu'une coordination qui serait confiée à un département sectoriel (transport, pêche, pétrole et gaz, mines et énergie, défense nationale, etc.). Cette structure nationale interdépartementale pourra également mieux percevoir la richesse du modèle d'économie bleue inclusif et intégrateur, multidisciplinaire, transversal et holistique proposé aux États par l'Union Africaine.

Un Comité national de suivi de la mise en œuvre de la Stratégie et du respect de son Plan de mise en œuvre doit être mis en place dans chaque État et ce Comité sera placé sous la supervision du Comité national de coordination, ou sera pleinement assuré par ce dernier. Ce Comité, entouré

d'experts, fera également toutes les recommandations nécessaires au Gouvernement pour mener à bien les réformes légales et réglementaires nécessaires à la construction d'une économie bleue nationale, mais aussi pour encourager le Gouvernement à trouver des sources de financement adéquates pour promouvoir cette économie.

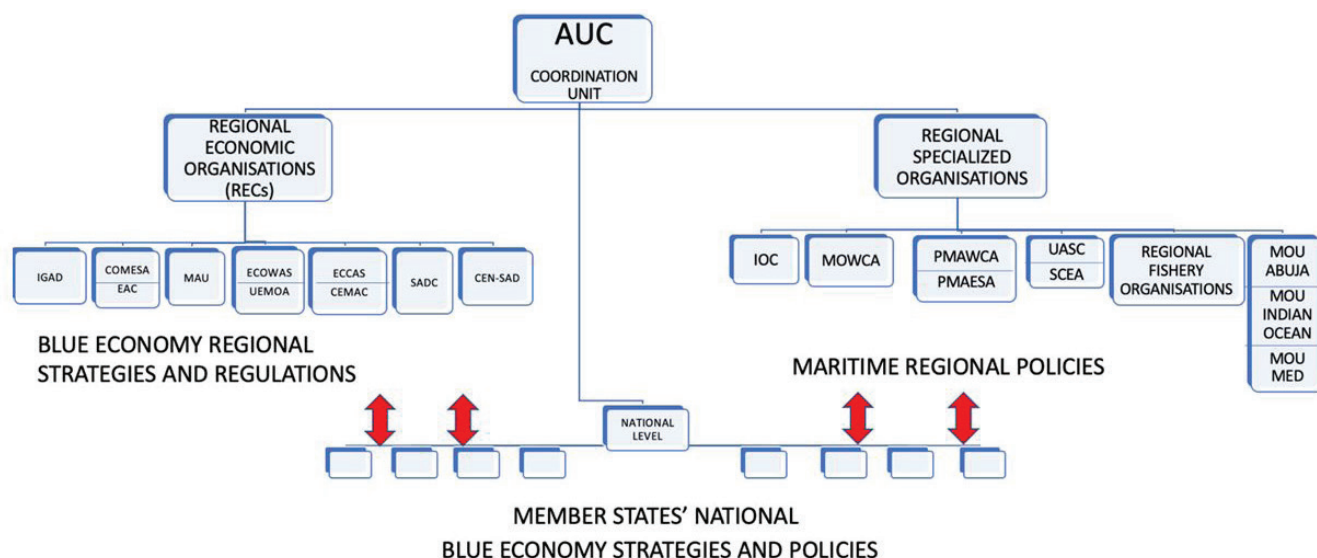


Figure 5: Les mécanismes de coordination aux niveaux national et régional

Coordination avec les commissions économiques régionales (CER) et les commissions régionales spécialisées

Il est important ici d'établir clairement une différence entre les comités économiques régionaux (CER) traditionnels et les commissions ou organisations régionales spécialisées dans un ou plusieurs secteurs de l'économie bleue. Peu de CER et d'organisations régionales spécialisées ont déjà leur propre stratégie régionale pour l'économie bleue ; parmi les plus avancées dans cette préparation, on trouve l'IGAD, la CEDEAO et la COI.

Cela signifie que le projet d'alignement, l'adoption et la mise en œuvre de la Stratégie Continentale développée par l'Union Africaine a encore des chances de prospérer dans toutes les régions, si l'Union Africaine est capable de lancer immédiatement son équipe d'experts sur le terrain régional pour faire connaître sa Stratégie et la faire adopter collectivement par les Etats au sein des CER.

Comme au niveau national, il faudra également mettre en place dans chaque CER une structure de coordination de l'économie bleue capable de l'appréhender de manière multidisciplinaire, transversale et holistique, et de pouvoir travailler en parfaite synergie avec le Bureau de coordination de l'Union africaine.

La situation des Commissions (ou Organisations) régionales spécialisées est différente, car contrairement aux CER, elles ont souvent une approche sectorielle (Organisations régionales de transport maritime, organisations de gestion portuaire, compagnies maritimes, associations de chargeurs, commissions régionales de pêche, organisation des pays producteurs de pétrole, Mémoires de lutte contre l'insécurité maritime, pays membres d'un bassin fluvial, etc.)

Toutes ces entités sectorielles sont déjà, dans la plupart des cas et depuis longtemps, dotées de politiques maritimes (ou fluviales) sectorielles dans leur domaine de compétence. Il est donc nécessaire de travailler avec elles pour aligner ou concilier leurs politiques avec la stratégie africaine et notamment ses annexes correspondantes.

Une attention particulière et une coopération renforcée devront être accordées aux deux organisations les plus représentatives ici et qui ont une politique plus globale et transversale ; d'une part, la Commission de l'Océan Indien (COI) qui rayonne d'un dynamisme incontestable, et d'autre part, l'Organisation Maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMAC), qui est la plus ancienne de toutes (près de 50 ans), qui a nécessairement une immense compétence dans le domaine de l'économie de l'océan bleu, et qui comprend également jusqu'à 25 Etats membres, soit la moitié du continent africain, pays enclavés compris !

L'Unité de coordination pourra s'appuyer sur toutes ces organisations spécialisées pour capitaliser et renforcer leurs missions tout en les invitant à s'engager dans une nouvelle dynamique transdisciplinaire et holistique de l'économie bleue.

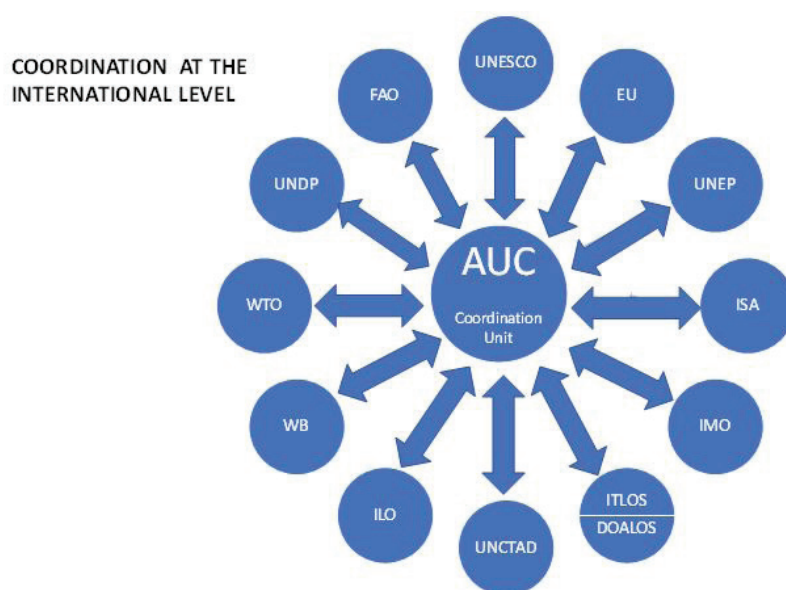
Coordination de la gouvernance bleue au niveau international

Au niveau international (mondial), et fidèle à sa stratégie de partenariats, de collaborations, de synergies et de mobilisation de fonds, l'Unité de coordination devra nécessairement coopérer avec toutes les institutions spécialisées mondiales et les organisations internationales travaillant dans le domaine de l'économie bleue ou de ses secteurs connexes.

Un travail très minutieux d'approche et de fidélisation devra être mené par cette Unité (ou Bureau) pour faire de chaque institution ou organisation internationale un partenaire de l'Union Africaine. Par exemple, l'Unité de coordination devra approcher chaque organisation internationale opérant en Afrique, comprendre son programme d'action et explorer avec elle les possibilités de coopération, de collaboration, de synergie, et éventuellement bénéficier de son financement pour

compléter et étendre l'action sur le terrain.

En privilégiant cette voie de coopération technique et institutionnelle, l'Union africaine gagnera en efficacité, en expertise internationale, en respectabilité, mais pourra aussi limiter de manière significative ses propres dépenses pour des projets à initier sur le continent. Par exemple, à quoi cela servirait-il de lancer tout seul de nouvelles initiatives très coûteuses dans la lutte contre la pêche INN ou la piraterie maritime quand on sait que l'Union africaine pourrait très efficacement s'associer à la FAO d'une part et à l'OMI et au BMI d'autre part pour lutter contre ces activités criminelles ?



Partnerships Collaborations Synergies Fundings

Figure 6: Coordination entre le Bureau de la gouvernance bleue, BGO (Unité de coordination de la CUA) et les principaux partenaires continentaux

Outre la ratification d'instruments, de traités ou de conventions mondiaux, en particulier les conventions sur les appels d'offres (UNCLOS, MARPOL, UNFCCC, CBD, ABNJ, etc.), les principales entités, institutions ou organisations auxquelles la CUA devrait confier une coordination internationale de la gouvernance bleue sont (mais ne sont pas limitées à) :

- **La FAO**, dont les interventions et programmes multiples et variés visent à développer, aux côtés de l'agriculture et de l'élevage, un secteur de la pêche et de l'aquaculture prospère, capable d'assurer la sécurité alimentaire de la planète et des pays en développement, mais avec un accent fort sur la protection des écosystèmes et de l'environnement en général ;
- **L'UNESCO (avec sa Commission océanographique internationale, COI)** pour toutes les initiatives et programmes dans les domaines de l'océanographie et de l'étude des

écosystèmes marins et aquatiques. C'est le cas de son programme "Systèmes mondiaux d'observation de l'océan en Afrique" (GOOS-AFRICA) ;

- **L'Union européenne (UE)** qui accompagne et finance de nombreux programmes sur la pêche et l'aquaculture (par exemple sur la lutte contre la pêche INN), les énergies renouvelables, le transport maritime et les ports, la sécurité et la sûreté maritimes. Par exemple, le Bureau de coordination pourrait travailler ici avec l'UE (mais aussi avec de nombreux autres partenaires multilatéraux) pour lancer et promouvoir l'idée de créer un "Fonds bleu" pour le développement de l'économie bleue en Afrique ;
- **Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)** qui supervise toutes les questions relatives à l'environnement et aux écosystèmes marins, côtiers et aquatiques ainsi que les différents programmes sur les mers régionales ;
- **L'Autorité internationale des fonds marins (ISA)** qui mène tous les programmes mondiaux sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales, pétrolières et gazières, en particulier dans les grands fonds marins (connus sous le nom de "patrimoine commun de l'humanité"), et qui coopère également aux importants travaux de la Commission des limites du plateau continental (CLCS) ;
- **L'Organisation maritime internationale (OMI)** qui est l'autorité normative mondiale et le maître d'œuvre de toute l'action et de l'assistance technique des Nations unies dans le domaine de la sécurité et de la sûreté maritimes (prévention et lutte contre les accidents et les catastrophes maritimes, ou contre la piraterie, les activités illégales et toutes les formes de criminalité en mer) ;
- **Le Tribunal international du droit de la mer (TIDM/ITLOS) et la Cour internationale de justice (CIJ)** qui jugent tous les différends entre États dans le domaine du droit de la mer (délimitations maritimes, conflits en matière de ressources marines et océaniques, etc.)
- **La Division des affaires maritimes et du droit de la mer (DOALOS)**, qui est l'organe central chargé de coordonner l'activité mondiale des Nations unies et du Secrétaire général de l'Organisation dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer ;
- **La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD)** qui, bien qu'ayant des missions très générales, s'intéresse de très près aux problèmes de l'International Maritime Start et aux conditions de participation des pays en développement dans cet univers hautement concurrentiel et nécessitant des infrastructures très importantes ;
- **L'Organisation internationale du travail (OIT)** qui a pour mission de prévoir toutes les réglementations dans le domaine du droit du travail et de la protection sociale et donc du droit au travail et de la protection sociale des marins et des gens de mer ;
- **La Banque mondiale**, qui réalise des études approfondies, propose des programmes

d'assistance technique et fournit des financements dans tous les domaines de la vie économique, y compris ceux de l'économie bleue tels que les ports et le transport maritime et fluvial, toutes les infrastructures marines et aquatiques, la pêche et l'aquaculture, les énergies marines renouvelables, la construction navale, les biotechnologies marines, etc ;

- **L'Organisation mondiale du commerce (OMC)**, qui intervient notamment sur les questions de libéralisation du commerce mondial et veille à ce titre à maintenir un contexte libéral dans tous les secteurs de l'économie bleue, et donc à lutter contre toute forme d'abus de position dominante ou de protectionnisme d'État dans ces domaines (cas des aides à la pêche ou à la construction navale) ;
- **L'Organisation mondiale du tourisme (OMT)**, qui, outre sa mission générale dans le domaine du tourisme mondial, encourage notamment l'émergence du "tourisme bleu" et de l'écotourisme, dans les zones maritimes et côtières ainsi que dans les fleuves, les lacs et les rivières ;
- **Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)**, dont les interventions visent à accompagner très étroitement les États dans leurs politiques de développement économique et social, y compris dans les secteurs de l'économie bleue.

Des outils réglementaires à développer

L'actuelle Unité de coordination (ou plus tard, le Bureau de la gouvernance bleue, BGO) au sein de la Commission de l'Union africaine doit, avant tout, s'assurer que les instruments juridiques et politiques existants sont bien accueillis par les États membres et par les Commissions économiques régionales. Outre le BES lui-même et son plan de mise en œuvre, l'Unité de coordination doit veiller à ce que les stratégies et les documents politiques suivants soient ratifiés par les États membres :

- Stratégie AIM 2050 sur les mers et les océans,
- Charte de Lomé 2016 sur la sécurité maritime et le développement,
- Charte révisée du transport maritime de 2010,
- Vision minière africaine de 2009.

L'unité de coordination doit également veiller à leur intégration dans les cadres juridiques et politiques régionaux et locaux et à leur mise en œuvre effective par les régions et les États.

Plus largement, une collaboration étroite et régulière entre l'Unité de coordination et les différents bureaux de coordination régionaux et nationaux, ainsi qu'avec les institutions régionales spécialisées, sera nécessaire.

Comme nous l'avons déjà souligné, la Commission de l'Union africaine doit fortement encourager chaque CER et chaque État membre à mettre en place une institution chargée de coordonner l'économie bleue au niveau régional ou national.

Ces unités ou bureaux de coordination ainsi créés dans chaque région ou État membre seraient chargés de rendre compte à l'unité de coordination de la CUA, des conditions de réception et de mise en œuvre de la stratégie et de ces divers autres instruments juridiques et politiques au niveau local.

Ce même travail devra être effectué en faveur de l'application de la Stratégie et des autres instruments de l'Union africaine par les différentes organisations régionales spécialisées (COI, MOWCA, PMAWCA, PMAESA, Associations de chargeurs, Commissions régionales des pêches, etc.)

Ce travail de collaboration devrait également servir à encourager la modernisation et l'efficacité des cadres juridiques et réglementaires dans les États membres par la ratification et la mise en œuvre effective des conventions internationales les plus pertinentes dans le domaine de l'économie bleue (Convention de Montego Bay sur le droit de la mer de 1982, conventions de l'OMI, textes et résolutions de la FAO, etc...).

Dans le domaine juridique et réglementaire, il est à noter ici que la CEMAC (ou CEEAC) en Afrique centrale est la seule communauté régionale en Afrique (et même dans le monde) qui a pu adopter un Code communautaire de la marine marchande applicable à ses six États membres et qui pourrait être pris comme référence par l'Unité de coordination comme modèle législatif pour les autres communautés régionales (sous réserve de corrections et mises à jour mineures).

Une initiative similaire est en cours dans le secteur minier et pétrolier dans la même région. Le même travail devrait être mené dans d'autres domaines de l'activité économique (pêche et aquaculture, tourisme, environnement) en respectant les principes fondamentaux et transversaux présents dans la stratégie de l'économie bleue africaine.

Une autre préoccupation majeure de l'Unité de coordination dans le domaine de la coordination législative et réglementaire pour la mise en œuvre de la SABE sera de s'assurer que les États membres et les différentes communautés régionales disposent d'un cadre juridique adéquat pour l'émergence d'une économie bleue "durable" en Afrique, et en accord avec les Objectifs

de Développement Durable (ODD). Une économie bleue durable nécessite un certain nombre d'outils législatifs et réglementaires dans différents domaines qui doivent être considérés comme fondamentaux.

- **Dans le domaine de la compétitivité économique :** l'Unité de Coordination devra s'assurer que les Etats membres, les CER et les autres institutions régionales spécialisées établissent des cadres juridiques pour renforcer la compétitivité globale et sectorielle des différentes activités de l'Economie Bleue aux niveaux national et régional (SDG 9, 14 et 17).

Par exemple, l'adoption de lois et règlements ou la signature de traités et accords internationaux permettant le développement du transport maritime et fluvial moderne : le cas des Règles de Hambourg de 1978, ou le cas des Règles de Rotterdam de 2008 ; ou le cas des PPP dans le domaine des infrastructures portuaires et multimodales ; le développement des activités de pêche et d'aquaculture (modernisation du Code de la pêche, modèles d'accords législatifs pour une meilleure négociation des accords de pêche) ; la promotion des industries minières, pétrolières et gazières offshore nationales (codes miniers, pétroliers et gaziers avec une composante offshore ; programmes de joint-venture impliquant des opérateurs économiques locaux) ; etc.

- **Dans le domaine du développement social et humain :** il n'y a pas d'économie bleue durable sans une amélioration de la condition sociale des populations impliquées dans cette économie, et donc sans la mobilisation de moyens adéquats pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, conformément aux SDG (notamment 1, 2, 3, 8 et 10).

L'Unité de coordination devra donc vérifier que les Etats membres et les CERS et autres institutions régionales spécialisées adoptent des cadres juridiques et réglementaires visant à améliorer les conditions de salaire et la protection sociale des marins, des travailleurs offshore, des pêcheurs et des pisciculteurs : cas de la Convention de l'OIT sur le travail maritime de 2006, des régimes d'assurance maladie ; ou cas des conventions collectives adoptées par les dockers pour les activités portuaires ; ou encore l'introduction et l'application de réglementations concernant la formation professionnelle (cas de la Convention STCW de l'OIT) ou concernant le travail des jeunes et des femmes (SDG 4, 5).

- **Dans le domaine de la protection de l'environnement et des écosystèmes marins et aquatiques :** Cette question reste au cœur des objectifs de développement durable (SDG 6, 7, 12, 13, 14 et 15), et doit donc rester au centre de l'application de l'ABES dans toutes les régions et les États membres du continent. L'Unité de coordination doit donc vérifier auprès des Etats et des CER et autres institutions régionales spécialisées que cette préoccupation est soutenue par un arsenal juridique et réglementaire approprié.

Ainsi, l'Unité de coordination encouragera fortement l'application généralisée de la Convention de Montego Bay sur le droit de la mer de 1982 (UNCLOS 1982), qui fournit, dans sa partie XII, un cadre global pour la protection de l'environnement marin qui doit être appliqué par la plupart des Etats du monde. L'unité de coordination encouragera également la mise en œuvre du programme de protection des mers régionales dirigé par le PNUE en Afrique : la Convention de Nairobi applicable aux États côtiers de l'océan Indien, la Convention d'Abidjan applicable aux États côtiers de l'Atlantique en Afrique occidentale et centrale et la Convention de Barcelone applicable aux États côtiers de la Méditerranée.

Il en va de même pour toutes les réglementations internationales relatives à la prévention et à la maîtrise des pollutions de toute nature, qu'elles proviennent d'hydrocarbures (cas de la Convention MARPOL 1973/1978 de l'OMI, ou cas des Conventions CLC et FIPOL applicables en cas d'accidents entraînant une pollution) ; ou qu'elles proviennent de produits chimiques (cas de la Convention de Bâle et de la Convention HNS) ou de produits radioactifs ou de matières plastiques...

De même, l'unité de coordination devra promouvoir fortement la mise en œuvre, dans les régions et les États membres, des initiatives normatives de la FAO en faveur d'une gestion rationnelle et durable des ressources halieutiques conformément à la convention de Montego Bay ; ou de ses règlements et accords de lutte contre la pêche INN. Et il devrait en être de même pour les dispositions relatives au changement climatique (Accord de Paris 2015 + SDG 13).

- **Dans le domaine de la sécurité et de la sûreté maritimes :** Pour l'économie bleue comme pour tous les autres domaines de la vie économique, aucun développement ne peut être "durable" dans un contexte d'insécurité.

L'Unité de coordination doit donc, d'une part, encourager l'application dans les Etats membres de toutes les réglementations internationales, continentales et régionales relatives à la prévention et à la lutte contre les accidents maritimes et fluviaux (Conventions de l'OMI : SOLAS 1974 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer ; COLREG 1972 sur la prévention des abordages ; SALVAGE 1989 sur l'assistance et le sauvetage maritimes ; MoU Abuja, MoU Océan Indien, MoU Casablanca, etc.) ; et l'application des réglementations internationales et des accords régionaux pour lutter contre la piraterie, les vols à main armée et autres actes criminels et illicites en mer (Charte de Lomé 2016 et ses différentes annexes ; Concept ISPS, Code de conduite de Djibouti/Jeddah sur la piraterie et la criminalité maritime dans le golfe d'Aden et l'océan Indien ; Code de conduite de Yaoundé sur la piraterie et la criminalité maritime dans le golfe de Guinée ; etc.

Il est clair que le succès de l'ABES ne peut être réel et profond que si l'actuelle Unité de Coordination (ou le futur et très attendu Bureau de Gouvernance Bleue, BGO) travaille efficacement pour la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie continentale, ainsi que pour l'application sur tout le continent de tous les instruments légaux et réglementaires contribuant à l'établissement d'une économie bleue durable.

Dispositions spécifiques à prendre

Les composantes économiques et environnementales de l'économie bleue requièrent une attention particulière en termes de gouvernance. Des mécanismes de coordination dédiés, des initiatives de partenariat privé-public et des programmes de renforcement des capacités sont présentés ci-dessous pour la pêche, les transports, le tourisme, l'environnement, l'énergie, les ressources minérales et les innovations, en complément du cadre de gouvernance global.

Comme nous l'avons déjà souligné, la Commission de l'Union africaine (CUA) doit fortement encourager chaque CER et chaque État membre à mettre en place une institution pour coordonner l'économie bleue au niveau régional ou national.

Ces unités ou bureaux de coordination ainsi créés dans chaque région ou État membre seraient chargés de rendre compte au Bureau de la gouvernance bleue (BGO) de l'Union africaine des conditions de réception et de mise en œuvre de la stratégie et de ces divers autres instruments juridiques et politiques au niveau local.

Ce même travail devra être effectué en faveur de l'application de la Stratégie et des autres instruments de l'Union Africaine par les différentes organisations régionales spécialisées (COI, MOWCA, PMAWCA, PMAESA, Associations de chargeurs, Commissions régionales des pêches, etc.)

Une collaboration étroite et régulière entre la CUA et les différents bureaux de coordination régionaux et nationaux, ainsi qu'avec les institutions régionales spécialisées, sera nécessaire. Ce travail de collaboration devrait également servir à encourager la modernisation et l'efficacité des cadres juridiques et réglementaires dans les États membres par la ratification et la mise en œuvre effective des conventions internationales les plus pertinentes dans le domaine de l'économie bleue (Convention de Montego Bay sur le droit de la mer de 1982, conventions de l'OMI, textes et résolutions de la FAO, etc...).

Mécanismes de coordination spécifiques

Pêche et aquaculture

Le ministère, département ou agence (ci-après dénommé “l’Autorité”) en charge de la pêche et de l’aquaculture est un moteur qui stimule la croissance et donne un nouvel élan pour libérer tout le potentiel du secteur. Il a la responsabilité de superviser la mise en place de mécanismes de coordination efficaces par le biais de vastes processus de consultation avec les autres parties prenantes. Les mécanismes de coordination peuvent prendre en compte les éléments suivants :

- Une direction ou une unité doit être créée, si elle n’existe pas encore, pour superviser la planification, la coordination, la mise en œuvre, le suivi et les évaluations ;
- Sous la direction/unité, mettre en place un comité directeur global composé de membres provenant, entre autres, de ministères/départements/agences qui ont un intérêt dans le secteur (approche multisectorielle/aménagement du territoire, y compris l’environnement, le transport maritime, le tourisme, l’énergie, l’agriculture, le commerce), de représentants de l’industrie de la pêche commerciale, de représentants de la pêche à petite échelle, d’aquaculteurs privés ou de leurs associations, de coopératives/associations de pêche, d’universitaires et d’ONG. Le comité directeur peut créer des équipes de travail ou/et coopter des membres supplémentaires d’experts, selon les besoins qui se présentent de temps à autre. La principale responsabilité du Comité directeur est de domestiquer le plan et de diriger sa mise en œuvre ;
- L’Autorité nomme/délègue un haut fonctionnaire pour assurer la direction stratégique du Comité directeur et servir de liaison principale avec l’Unité nationale de coordination de l’économie bleue et de point de contact avec le DREA-AU-IBAR, le Secrétariat du Réseau d’aquaculture pour l’Afrique (ANAF), le Comité des pêches intérieures et de l’aquaculture en Afrique (CIFAA), les RECS, les GEM, l’AUDA-NEPAD, les ORGP, les ORP, les commissions des eaux intérieures et les programmes des mers régionales ;
- L’Autorité intègre le plan dans les politiques générales de développement du gouvernement afin d’assurer la cohérence des politiques et de débloquer des ressources publiques nationales pour aider à relancer la mise en œuvre ;
- L’Autorité s’acquitte de ses obligations sectorielles nationales, régionales et internationales, y compris la mise en œuvre de ce plan, avec le soutien du DREA-AU-IBAR et de ses partenaires ;
- L’Autorité et le DREA-UA-BIRA effectuent un suivi et une évaluation (S&E) périodiques.

Transport

Afin d’assurer la coordination des politiques et des programmes en matière de transport maritime, l’UA devrait mettre en place :

- Un organisme continental chargé de la coordination des activités de coopération régionale dans les domaines du transport maritime et des opérations portuaires ;
- L'Association continentale des administrations maritimes africaines (AAMA) dont la coordination sera assurée par la Commission de l'Union africaine ;
- Une organisation sous-régionale de coopération dans les domaines du transport maritime, de la navigation par voies navigables et des opérations portuaires, chargée, comme l'Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre”), de :
- Encourager la création de compagnies maritimes sous-régionales pour promouvoir le commerce intra-africain et organiser des services auxiliaires de transport maritime ;
 - encourager les pays de transit et les pays enclavés à conclure des accords de transit ;
 - renforcer la coopération dans le domaine de la construction et de la réparation navales ;
 - établir un réseau de communication efficace en vue d'optimiser l'utilisation des mécanismes d'intervention en mer et de mieux organiser le trafic maritime ;
 - promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication et encourager, au niveau national et sous-régional, la création de comités de facilitation du trafic maritime ;
 - organisme sous-régional pour la coordination des ports ;
 - organisme sous-régional de coordination des conseils de chargeurs ;
 - organisme sous-régional de coordination des compagnies maritimes ;
 - administration nationale chargée de la coordination et de l'harmonisation des activités de transport maritime, multimodal et fluvial, de l'application des lois et règlements dans les domaines de la navigation, de la sécurité et de la sûreté maritime, de l'environnement marin et des opérations portuaires

Tourisme

Les dispositions spécifiques pour mettre en place la gouvernance bleue du tourisme côtier et marin nécessitent un plan d'action qui constitue un cadre et un mécanisme de coordination de la coopération régionale pour faciliter et promouvoir la gestion durable des ressources marines et côtières des États membres de l'UA. Cela doit se faire sur la base de politiques, programmes, stratégies et mesures régionales convenus et élaborés en réponse aux besoins touristiques nationaux, aux intérêts d'importance régionale et mondiale, au profit des communautés locales et du bien-être des générations actuelles et futures. À son tour, le programme d'activités sur la gouvernance de l'économie bleue établit également, le cas échéant, une partie de la composante continentale africaine du Programme d'action mondial pour le tourisme côtier et marin, qui inclut les activités terrestres.

La gouvernance de l'économie bleue représente le principal instrument de mise en œuvre de la Stratégie pour l'économie bleue en Afrique (SEBA). La SEBA est géographiquement englobée par le plan d'action, y compris la zone couverte par les États membres de l'UA et la Convention des Nations unies sur la protection et le développement durable des zones marines et côtières. Cela correspond, le cas échéant, à la zone d'application de la composante États membres de l'UA et CER de la protection du milieu marin contre les activités terrestres et l'utilisation durable des ressources marines. Les dispositions spécifiques pour la mise en place du tourisme côtier et marin s'appuieront sur les intérêts des États membres de l'UA, conformément au mécanisme de coordination de l'ABES.

Les éléments et les activités qui constituent la base du plan d'action sur la gouvernance de l'économie bleue sont tirés des documents du BASE et de l'UA ainsi que des traités internationaux en vigueur relatifs à la mise en œuvre du plan d'action et des accords, conclusions et recommandations issus des réunions qui ont fait partie du processus préparatoire du BASE. Les activités seront entreprises dans le contexte de la gouvernance de l'économie bleue et couvriront, entre autres, la révision des cadres politiques régissant le secteur du tourisme en Afrique et les cadres méthodologiques pour les statistiques du tourisme reconnus et adoptés au niveau international : Les systèmes de comptabilité nationale (SCN) pour la valeur ajoutée brute (VAB) et le produit intérieur brut (PIB), y compris l'utilisation d'une approche et d'un cadre harmonisés de gouvernance de l'économie bleue bénéficiant du compte satellite du tourisme (CST) avec le système de comptabilité économique environnementale (SCEE). Le CST et le SCEE feront référence au cadre stratégique continental du tourisme, au rapport d'étude de base sur le tourisme et au plan d'action sur le tourisme ainsi qu'à d'autres initiatives connexes.

Environnement

Les modalités spécifiques de mise en place du tourisme côtier et marin nécessitent des mécanismes de coordination efficaces et performants. Dans la plupart des cas, les écosystèmes côtiers et marins offrent des opportunités potentielles à un nombre sans cesse croissant d'activités économiques et sociales humaines et d'infrastructures. La plupart des installations pour le tourisme côtier et marin dépendent de l'écosystème et de l'environnement. Les écosystèmes environnementaux étant l'un des plus grands segments des secteurs économiques maritimes, ainsi que la plus grande composante de l'industrie du tourisme, le tourisme côtier et marin soulève souvent des controverses concernant les impacts environnementaux et les compatibilités avec d'autres activités humaines. Par conséquent, un mécanisme de coordination efficace et performant, en partie pour intégrer la planification de l'espace marin (MSP), est considéré comme une opportunité pour la gouvernance

de l'économie bleue. L'arrangement spécifique est une exigence de procédure pour aborder les questions de développement et de gestion liées à l'environnement et aux écosystèmes marins, et donc les questions liées au tourisme côtier et marin. En effet, la gouvernance de l'économie bleue stipule le rôle important du MSP dans l'organisation et la planification des activités de tourisme côtier et marin et surtout dans la garantie :

- De bonnes conditions environnementales pour que l'industrie du tourisme puisse prospérer ;
- La qualité des paysages marins et côtiers et des autres ressources importantes pour le tourisme ;
- L'adaptation aux effets du changement climatique ;
- Des réglementations spatiales afin que l'espace côtier et marin ne soit pas submergé par les installations et les activités touristiques ; et
- La répartition équitable des utilisations des ressources dans la zone côtière afin d'éviter les conflits et de créer des synergies entre les secteurs.
- Les dispositions institutionnelles visant à garantir que la gouvernance de l'économie bleue est efficace et effective pour le tourisme côtier et marin seront notamment les suivantes
- L'amélioration ou la mise en place d'un mécanisme approprié de coordination du tourisme s'appuyant sur le compte satellite du tourisme (CST), un cadre statistique pour la mesure économique du tourisme, et sur le système de comptabilité économique et environnementale (SCEE), un cadre qui intègre des données environnementales et économiques
- Développer leur secteur du tourisme en s'appuyant sur les structures de l'offre et de la demande de biens et de services du système de comptabilité nationale (SCN), adaptées aux priorités de développement et aux besoins politiques des pays ;
- Assurer les liens entre les SCN et l'intégration globale de l'ATC et du SCEE, comme requis pour générer des informations qui seront utilisées par les États membres et les CER dans la prise de décision, l'examen et la formulation des politiques, l'analyse et la recherche dans le domaine du tourisme ;
- La correction des inefficacités institutionnelles actuelles, des lacunes dans les données et des problèmes d'information provenant des dépenses touristiques entrantes, intérieures et sortantes ; des dépenses touristiques intérieures ; des comptes de production des industries du tourisme ; de la valeur ajoutée brute (VAB) et du produit intérieur brut (PIB) attribuables au tourisme ; de l'emploi, des investissements et des indicateurs non monétaires ;
- Assurer la cohérence et les synergies entre la coordination institutionnelle du tourisme de l'UA basée sur l'ATS et le SEEA et le SCN des États membres ; et
- Développer des mécanismes institutionnels pour promouvoir le tourisme en Afrique avec un potentiel d'augmentation de la valeur ajoutée brute et du PIB

Les dispositions spécifiques pour la gouvernance de l'économie bleue permettront donc de : prévenir, réduire et contrôler la dégradation du milieu marin afin de maintenir et d'améliorer son système de vie et ses capacités de production ; développer et accroître le potentiel des ressources marines vivantes pour répondre aux besoins nutritionnels de l'homme ainsi qu'aux objectifs sociaux, économiques et de développement ; et promouvoir la gestion intégrée et le développement durable des zones côtières et du milieu marin.

Énergie

Une gouvernance efficace de l'énergie durable passe par un mécanisme de coordination entre les États membres, les CER, les entités gouvernementales, le secteur privé et les institutions universitaires et de recherche. Comme la plupart des défis nécessitent des actions politiques, la gouvernance est essentielle pour aider à relever les défis et à ouvrir la voie à la collaboration entre les CER, attirer les investissements privés et accroître l'accès à l'électricité. Certains des mécanismes de coordination pour la réalisation d'une énergie bleue durable réussie pourraient inclure :

- L'institutionnalisation de l'énergie bleue durable au niveau national ;
- L'intégration de l'énergie bleue durable et la création de liens entre les entités concernées au niveau national ;
- La coordination des efforts régionaux avec les CER et d'autres entités ;
- La coordination et l'interaction au niveau continental par l'intermédiaire de la Commission africaine de l'énergie (AFREC), de l'UA-BIRA, du NEPAD et d'autres entités ;
- Intégrer l'énergie bleue durable dans le programme de travail des centres régionaux de l'énergie tels que
 - Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (SACREEE) des pays d'Afrique australe,
 - Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (RCREEE) des pays africains panarabes, et
 - Politique de la CEDEAO en matière d'énergies renouvelables (EREP) des pays d'Afrique de l'Ouest ;
- Renforcement des collaborations régionales entre les pools énergétiques tels que le pool énergétique d'Afrique australe (SAPP), le pool énergétique d'Afrique orientale (EAPP) et le Comité maghrébin de l'électricité (COMELEC) afin d'exploiter le potentiel éolien offshore et d'autres technologies énergétiques marines ;
- Établir une coordination entre les secteurs matures (par exemple, le transport maritime, les ports et la logistique maritime) afin de partager l'expérience acquise, en particulier en ce

qui concerne les défis en matière de sécurité, car ils pourraient fournir des enseignements précieux aux nouveaux secteurs émergents (par exemple, les énergies renouvelables en mer) afin de répondre de manière adéquate aux menaces pour la sécurité.

Ressources minérales

L'exploitation minière en eaux profondes est un processus complexe qui nécessite des mécanismes de coordination à plusieurs niveaux et à plusieurs secteurs qui garantissent la création équitable de richesses, la protection de l'écologie marine, la sécurité et la transparence. L'expérience mondiale a montré que des revenus miniers modestes et bien gérés ont conduit à un résultat de développement plus important par rapport à des flux de revenus plus importants et mal gérés. Ainsi, sans la création d'un mécanisme de coordination minière, les bénéfices de l'exploitation minière en eaux profondes ne pourraient pas être réalisés, ni les activités mises en œuvre pour produire des résultats. Plus important encore, sans une gouvernance bleue adéquate, il serait très difficile d'attirer les rares investissements mondiaux.

L'exploitation minière en eaux profondes, tout comme l'exploitation minière en surface, présente plusieurs caractéristiques uniques qui influencent la conception de la politique fiscale, la conception et l'administration des impôts. Ainsi, d'après les enseignements tirés du secteur minier, certaines des exigences clés qui renforcent la gouvernance comprennent :

- Institutionnaliser l'exploitation minière en eaux profondes en définissant clairement les rôles et les responsabilités au niveau national ;
- Créer une bonne gestion pour assurer une exploitation efficace et efficiente ;
- Concevoir de bonnes structures fiscales pour garantir des recettes publiques appropriées et des incitations adéquates pour les investisseurs ;
- L'intégration d'une bonne administration des recettes pour garantir que les recettes sont perçues dans la pratique ; et
- Faire preuve d'une bonne gestion des dépenses publiques afin de garantir que les recettes volatiles et temporaires tirées des ressources naturelles se traduisent par des avantages permanents pour la nation et de gérer le risque que la richesse en ressources représente pour l'économie au sens large ;
- Élaborer, adopter et mettre en œuvre un cadre réglementaire pour garantir la transparence et attirer les investissements ;
- Concevoir une politique intégrée et cohérente de protection des fonds marins ;
- Appliquer un plan de gestion environnementale strict qui assure la protection du milieu marin ; et

- Comprendre l'économie de l'exploitation minière des grands fonds marins en tenant compte des avantages des communautés locales et des externalités.

Innovation

En raison du manque de bonne gouvernance, d'un budget fiscal inadéquat et de politiques qui favorisent l'innovation, les industries du continent sont relativement obsolètes et ont besoin d'être modernisées. Un mécanisme de gouvernance bien structuré et coordonné dans les industries innovantes pourrait augmenter l'efficacité des dépenses financières, accroître la productivité, augmenter le transfert et l'adoption des connaissances et des technologies, améliorer les capacités locales et encourager l'esprit d'entreprise. Voici quelques-uns des mécanismes de coordination qui pourraient stimuler l'innovation dans l'économie bleue.

- Comprendre la valeur de l'innovation dans l'économie bleue pour l'amélioration des moyens de subsistance et le développement économique ;
- Institutionnaliser et intégrer l'innovation au niveau des États membres afin d'accélérer la réalisation de l'économie bleue ;
- Coordonner l'application des industries innovantes pour alimenter l'économie bleue et tirer profit des secteurs matures ;
- Établir des systèmes pour enregistrer et mesurer la performance des industries innovantes ; et
- Créer des mécanismes de gouvernance inter organisations pour l'innovation et la R&D.

Partenariat public-privé à mettre en place

Pêche et aquaculture

Le partenariat public-privé (PPP) dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture joue un rôle important, entre autres, pour améliorer l'accès aux marchés nationaux et internationaux, la sécurité et la qualité des aliments, le marketing, les services financiers, l'amélioration du rapport coût-efficacité, l'augmentation des investissements, une meilleure répartition des risques, l'accélération de la mise en œuvre, la recherche et le développement, les infrastructures physiques et techniques, le renforcement des capacités et les services de vulgarisation, la biosécurité et la sûreté biologique. Les considérations relatives à la mise en place d'un PPP peuvent inclure les éléments suivants :

- Le ministère, département ou agence (ci-après dénommé l'Autorité) doit mettre en place un cadre réglementaire attrayant et attractif, s'il n'existe pas, pour les investissements privés ; établir un fonds d'investissement pour les PME du secteur de la pêche et de l'aquaculture ; et créer un comité PPP axé spécifiquement sur le secteur de l'aquaculture ;
- Le comité PPP doit conseiller, au cas par cas, sur la catégorie de PPP la plus appropriée (par

exemple, contrats de gestion/services ou externalisation, baux, concessions, accords de coentreprise, projets de responsabilité sociale des entreprises, subventions ou transferts conditionnels (AU, 2019)) ; ainsi que pour mener l'évaluation des projets PPP ; élaborer des lignes directrices sur les meilleures pratiques et des modèles d'entreprise appropriés pour le secteur ; et identifier les possibilités de financement ;

- Un haut fonctionnaire de l'Autorité pour présider le comité avec des membres ayant des qualifications appropriées, ayant des connaissances et une expérience en rapport avec les fonctions du comité et provenant des secteurs public et privé ;
- DREA-UA-BIRA et ses partenaires pour soutenir les États membres dans l'adoption des PPP et la mise en œuvre des projets de PPP.

Transport

Pour mettre en œuvre la stratégie de l'économie bleue, les pays membres de l'UA doivent établir un partenariat public-privé dans les domaines suivants :

- Création et développement de compagnies maritimes africaines à travers un partenariat entre l'Etat / les chargeurs / les opérateurs maritimes / les institutions financières ;
- Acquisition de matériel et d'équipements portuaires modernes, la construction, la réhabilitation et la modernisation des infrastructures portuaires, des chantiers de réparation navale et des terminaux à conteneurs ;
- Participation du secteur privé à la gestion des ports et des terminaux portuaires pour une plus grande efficacité des services portuaires et la promotion de la compétitivité des ports ;
- Création de communautés portuaires pour une meilleure consultation entre les autorités portuaires et les différents acteurs privés du port ;
- Mise en place au niveau sous-régional et national, en partenariat avec les institutions financières, de fonds maritimes nationaux et/ou sous-régionaux, y compris la création d'institutions de financement pour le développement de l'industrie du transport maritime et fluvial ;
- Mise en place aux niveaux continental et sous-régional d'un partenariat avec les institutions financières internationales et africaines pour le développement de corridors de transport par la construction de routes et de chemins de fer modernes afin de promouvoir le commerce interafricain ;
- Création de partenariats entre les pays enclavés et/ou les pays côtiers et les institutions financières pour la création d'entrepôts et de ports secs pour la promotion du commerce.

Tourisme

L'utilisation du PPP pour mettre en place une gouvernance de l'économie bleue pour le tourisme

nécessite l'instauration d'un climat de confiance entre les États membres de l'UA et les CER. L'instauration de la confiance est un processus clé du développement des PPP nécessaire pour promouvoir des interactions collaboratives et constructives entre les partenaires potentiels afin de créer un climat de confiance mutuelle pour générer des bénéfices à partir des opportunités transversales dans le secteur du tourisme. La confiance mutuelle ne naît pas spontanément, mais doit plutôt être gérée par le biais de la gouvernance et des accords de collaboration. L'une des principales exigences de la mise en place pour faciliter l'instauration de la confiance est de produire une structure minimale et des règles de base pour assurer la sécurité, l'équité et la justice aux États membres de l'UA et aux CER. La confiance mutuelle pour la gouvernance de l'économie bleue sera réalisée par les États membres de l'UA et les CER impliqués dans le PPP, qui perçoivent l'opportunité du tourisme avec un potentiel de création de valeur. Le PPP mis en place pour le tourisme se caractérise par :

- Un modèle de tourisme “séparé”, dominé par les multinationales étrangères ;
- Un modèle de tourisme “d'intégration relative” qui intègre le modèle de ségrégation avec la population et l'esprit d'entreprise local ; et,
- Un modèle de tourisme “intégré”, géré par des petites et moyennes entreprises locales, dans lequel les intérêts de la communauté prévalent.

Dans la stratégie de l'économie bleue de l'Afrique (ABES), le développement du secteur du tourisme a été essentiellement séparé, avec une forte domination des recettes en devises, des sociétés d'investissement et de la construction de grands hôtels. En outre, les avantages de la collaboration peuvent tirer parti des PPP. Bien que les PPP explorent la manière dont ils peuvent travailler ensemble et trouver un terrain d'action commun, dans la mise en œuvre de la gouvernance de l'économie bleue, un partenariat est un arrangement contractuel où les partenaires doivent obtenir des avantages et partager les risques. Les avantages de la collaboration peuvent consister en l'acquisition de ressources, de compétences, de relations ou de consentement et, concrètement, surgir lorsque les partenaires lient leur propre intérêt aux objectifs communs du PPP. À cet égard, la constitution d'un rôle de système est une activité nécessaire de l'interaction interne du processus PPP selon le cadre de mise en œuvre de l'ABES. Celui-ci comprend des aspects internes, qui définissent les obligations mutuelles des États membres de l'UA et des CER, et des aspects externes, qui sont liés à la manière dont le PPP interagira avec d'autres organisations.

La formalisation des aspects du PPP pour la mise en place nécessite différents éléments transactionnels et procéduraux, tels que des engagements, des tâches et des ressources différentes, la manière dont le PPP traitera les processus décisionnels, le suivi et l'application. Une fois identifiés,

les obligations/engagements du PPP sont résumés dans un protocole d'accord qui détaille la manière dont la structure du processus décisionnel sera établie. Elle comprendrait des procédures de travail, ainsi que le suivi et la communication interne nécessaires à une coordination efficace entre les parties prenantes.

Environnement

Les PPP mis en place pour l'environnement dépendent largement d'un ensemble d'instruments politiques pour la gestion des services écosystémiques, la réduction de la pollution, la promotion de la conservation de la biodiversité et la gestion des ressources terrestres et marines aux niveaux local, national, régional et mondial. En tant qu'approche spécifique de la gestion des services écosystémiques de l'économie bleue, les PPP pour le développement durable sont devenus un élément très visible et très discuté de la gouvernance de la durabilité. Les PPP pour la gestion environnementale de l'économie bleue sont liés au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) de Johannesburg en 2002. À cet égard, des PPP transnationaux ont vu le jour et se sont multipliés avec différents mécanismes de mise en place institutionnelle. Dans les débats politiques et universitaires, les partenariats sont présentés comme une solution pour la gouvernance de l'économie bleue. Ainsi, les PPP pour l'environnement pour les États membres de l'UA et les CER apporteront des solutions aux négociations intergouvernementales et à de nombreux autres problèmes actuels, réels ou perçus, de la gouvernance de l'économie bleue.

Cependant, les preuves systématiques des impacts des PPP sont rares et les conséquences plus larges de l'externalisation et de la privatisation de la gouvernance environnementale ne sont pas bien comprises. L'émergence et l'efficacité des PPP pour le développement durable, qui utilisent une vaste base de données environnementales pour comprendre le rôle et la pertinence des PPP dans la gouvernance environnementale de l'économie bleue, nécessitent une coordination institutionnelle efficace ainsi que des compétences, des techniques et des technologies de pointe. En plus de fournir une évaluation générale des impacts environnementaux des PPP, ce document présente également une analyse du sous-ensemble de l'environnement dans la gouvernance de l'économie bleue le plus étroitement lié à la gouvernance des services écosystémiques.

Bien que la plupart des pays disposent de lois nationales sur les PPP qui sont opérationnelles, aucun contrat régional de PPP ayant un mandat ou un objectif environnemental n'a été conclu à ce jour. Toutefois, certains États membres de l'UA et certaines CER ont des projets PPP régionaux conclus avant que la loi régionale sur les PPP environnementaux ne soit mise en œuvre. À cet égard, la gouvernance de l'économie bleue pour l'ABES fournit une base pour la mise en place

de PPP régionaux avec des mandats et des objectifs environnementaux. Le dispositif devrait être intégré et inclure des institutions régionales environnementales, de recherche et universitaires.

Énergie

La mise en œuvre de l'énergie bleue durable nécessite un investissement en capital élevé et comme la plupart des technologies, à l'exception du FPV et de l'éolien offshore, ne sont pas parvenues à maturité, le risque d'investissement pourrait être élevé. Comme les États membres et les institutions financières mondiales pourraient être à court de financement, un nombre croissant de pays se tournent vers les partenariats public-privé (PPP) afin d'exploiter les capitaux privés. Ces dernières années, le nombre de PPP dans le domaine des énergies renouvelables en Afrique a considérablement augmenté. Les enseignements tirés de l'application des PPP dans le cadre des projets traditionnels d'énergie renouvelable pourraient être appliqués à l'énergie bleue durable, notamment (a) en commençant par de petits projets et en augmentant graduellement la taille des PPP sur la base des enseignements tirés, et (b) l'attribution d'un risque plus élevé au gouvernement dans la première génération de projets de PPP peut offrir de nombreux avantages et contribuer largement à débloquent le flux de capitaux privés dans les PPP une fois que les investisseurs et les prêteurs sont suffisamment à l'aise avec l'environnement PPP d'un pays.

Afin de réaliser avec succès un PPP, les États membres doivent s'attaquer à certains des obstacles qui entravent l'application du PPP, notamment

- Les obstacles financiers dus au coût initial des projets de grande puissance et à l'accès limité au financement ;
- Un cadre juridique et réglementaire inadéquat pour les PPP ;
- Le manque de compétences techniques pour gérer les programmes et les projets de PPP ;
- Une perception défavorable du risque pays par les investisseurs ;
- Le rôle limité de l'Afrique dans le commerce et les investissements mondiaux ;
- La petite taille du marché ;
- Infrastructures limitées ;
- Marchés financiers limités ;
- Des structures gouvernementales boostées, des systèmes juridiques et judiciaires faibles ; et
- Le manque de volonté politique.

Ainsi, pour que le PPP fonctionne dans le domaine de l'énergie bleue durable et garantisse le flux de financement, les États membres doivent

- Adopter un cadre réglementaire pour attirer les investissements du secteur privé

- Développer de nombreux projets bancables ;
- Entreprendre une réforme gouvernementale favorable aux PPP ;
- Mettre en place des unités PPP fonctionnelles et politiquement indépendantes afin de mettre en place des procédures de passation de marchés transparentes qui attireront les acteurs étrangers ;
- Déterminer la demande réelle d'électricité ;
- Intégrer des mécanismes de passation de marchés transparents et efficaces ;
- Démontrer l'applicabilité des contrats ;
- Démontrer un partage équitable des risques avec le secteur public
- Démontrer la certitude des futurs flux de trésorerie envisagés

Ressources minérales

L'exploitation minière en eaux profondes nécessite l'autorisation de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM). Les contrats d'exploration prévoient le droit d'explorer une partie spécifique des fonds marins pendant 15 ans. À la mi-2020, 30 groupes miniers ont signé des contrats d'exploration dans différentes parties du monde. Les projets font l'objet d'accords d'investissement mixtes incluant des gouvernements, des partenariats public-privé, des consortiums internationaux et des sociétés multinationales privées. Les leçons tirées de l'application du PPP à l'exploitation minière terrestre qui pourraient être appliquées à l'exploitation minière en eaux profondes sont les suivantes

- Favorise la réalisation rapide de projets d'infrastructures publiques
- Réduit la charge financière des gouvernements, et
- Permet de partager les risques.

Sur la base des expériences d'exploitation minière à terre, les gouvernements africains doivent prendre conscience des avantages d'un partenariat avec le secteur privé. Comme l'exploitation commerciale des mines en eau profonde semble imminente, il est essentiel que les États membres disposent de systèmes réglementaires pour encourager les PPP. Bien que la plupart des recommandations identifiées pour l'énergie bleue durable s'appliquent à l'exploitation minière en eaux profondes, voici les actions spécifiques nécessaires pour mettre en œuvre les PPP afin d'attirer les investissements et d'accélérer les bénéfices.

- Adopter une stratégie holistique qui s'appuie sur le partenariat public-privé (PPP) ;
- Élaborer un cadre réglementaire ;
- Tirer les enseignements des PPP terrestres et apporter les modifications nécessaires pour demander l'autorisation d'exploiter des mines en mer

- Formuler, faciliter et mettre en œuvre des politiques appropriées qui favorisent les entreprises conjointes avec le secteur privé.

Innovation

Comme les pays développés fournissent un financement adéquat pour l'innovation par le biais d'accords de PPP, ils sont toujours au sommet de leur art. Les États membres africains doivent encourager les PPP pour stimuler l'innovation. Bien que la première étape soit d'avoir une politique claire qui alloue des fonds pour partager le fardeau, il est important d'encourager le secteur privé à travailler avec le gouvernement pour faire avancer les technologies innovantes dans l'économie bleue. Parmi les actions nécessaires pour accélérer l'application du PPP pour stimuler l'innovation, on peut citer

- Veiller à ce que les industries innovantes bénéficient aux investisseurs publics et privés ;
- Promouvoir un transfert de technologie adaptable aux caractéristiques et à l'application locales ;
- Structurer les PPP pour favoriser l'innovation ;
- Développer une base de données des technologies innovantes qui pourraient être adoptées par un autre État membre ;
- Développer des mécanismes financiers et commerciaux innovants ;
- La promotion d'une initiative de financement privé, dans le cadre de laquelle le gouvernement tire parti des compétences de gestion du secteur privé en accordant des franchises à long terme à un partenaire du secteur privé

Renforcement des capacités, recherche et éducation

Pêche et aquaculture

La connaissance, la recherche, l'innovation et l'éducation sont des ingrédients transversaux essentiels pour permettre au secteur de la pêche et de l'aquaculture d'atteindre son potentiel. C'est pourquoi le ministère, département ou agence (ci-après dénommé "l'Autorité") en charge de la pêche et de l'aquaculture doit

- Donner la priorité aux investissements dans la formation et le développement des capacités, la recherche et l'éducation à tous les niveaux (technique, gestionnel, stratégique) et dans tous les domaines de la pêche et de l'aquaculture (y compris la recherche halieutique, l'évaluation des stocks, la planification de la gestion des pêches, la gestion de la pêche, la coopération régionale, l'économie de la pêche, le marketing, les approches de gestion fondées sur les droits de l'homme) couvrant les pêcheurs publics, privés et à petite échelle ;

- Intégrer des cours sur la pêche et l'aquaculture dans le système éducatif et faire partie de l'élaboration des programmes d'études afin de garantir que ce qui est enseigné est adapté aux besoins du secteur
- Créer des fermes piscicoles / laboratoires / centres de démonstration de l'aquaculture qui fournissent, entre autres, des services de formation et de vulgarisation ainsi que des semences et des alevins aux pêcheurs à petite échelle ;
- Utiliser les centres d'excellence existants dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture pour améliorer l'expertise et les connaissances, la recherche et l'innovation. L'Égypte, qui produit près des deux tiers de l'aquaculture totale en Afrique, dispose de deux centres de premier ordre, à savoir le Laboratoire central pour la recherche en aquaculture (CLAR) et le Worldfish Centre, tous deux situés à Abbassa. Ces centres sont spécialisés dans la nutrition des poissons et la technologie de l'alimentation, l'écloserie, la limnologie, la transformation et le contrôle de la qualité, les systèmes de production, l'élevage et la génétique, la santé des poissons et les services de vulgarisation, les innovations en matière de politique et de marketing, et peuvent transformer l'aquaculture et les chaînes de valeur du poisson. Le modèle d'élevage égyptien a fonctionné et devrait être reproduit
- Conclure des accords et des protocoles d'accord pour des programmes de formation et d'échange avec l'AU-IBAR a identifié six centres d'excellence pour produire une masse critique d'expertise dans divers domaines de la pêche et de l'aquaculture ;
- Établir une collaboration et un réseau plus étroits en matière de renforcement des capacités, de recherche, d'éducation et d'innovation aux niveaux national, régional et continental, ainsi que des partenariats nord-sud
- DREA-UA-BIRA et ses partenaires pour aider les États membres à mobiliser des ressources pour le renforcement des capacités, la recherche et l'éducation.

Transports

Afin de disposer de ressources humaines de qualité pour la gestion de l'économie bleue, il est nécessaire de :

- Créer ou renforcer les établissements de formation, les universités, les académies spécialisées, les instituts et les centres de recherche maritime, par des opérations fluviales et portuaires, aux niveaux national, régional et continental ;
- Doter les établissements et instituts de formation d'enseignants et d'instructeurs spécialisés dans les techniques de navigation, de commerce et de législation maritime ;
- Encourager la collaboration entre les instituts de formation et de recherche en vue de coopérer dans les domaines de la recherche, de l'innovation et de la formation en matière de politique,

de stratégie et de réglementation de la navigation maritime et des ports ;

- Mobiliser des ressources financières pour les instituts de formation, de recherche et d'éducation maritimes aux niveaux national et régional, ainsi que pour l'octroi de bourses de formation ;
- Introduire et adopter une norme commune pour la reconnaissance des diplômes et des certificats délivrés par les établissements de formation nationaux et régionaux afin de promouvoir l'emploi des marins sur le continent ;
- Renforcer les capacités des opérateurs portuaires et mettre en place des programmes de formation pour une main-d'œuvre qualifiée, en mettant l'accent sur les technologies de l'information et de la communication ;
- Créer des centres d'excellence ;
- Promouvoir la professionnalisation des acteurs, le renforcement des capacités et l'employabilité des jeunes.

Tourisme

Le renforcement des capacités, la recherche et l'éducation sont les principaux moteurs des motivations touristiques et des avantages de la collaboration qui sont interdépendants. Les raisons qui poussent le tourisme à renforcer les capacités, la recherche et l'éducation dans l'économie bleue, sont de promouvoir les avantages de la collaboration. Dans l'ABES, dès le début de la formulation de la stratégie, les motivations du tourisme à participer au renforcement des capacités, à la recherche et à l'éducation légitiment la position des États membres de l'UA et des CER dans l'ABES et sa mise en œuvre d'un mécanisme de gouvernance bleu.

Plus précisément, les États membres de l'UA et les CER bénéficieraient du savoir-faire spécifique développé dans le domaine du renforcement des capacités, de la recherche et de l'éducation, ainsi que de la capacité, du cofinancement et du soutien technique des autres parties prenantes pour réaliser les priorités des politiques publiques de l'UA. En outre, la mise en œuvre de l'ABES dans les États membres et les CER de l'UA permettrait de normaliser une pratique de travail pour la gouvernance de l'économie bleue englobant le renforcement des capacités, la recherche et l'éducation.

En termes de gouvernance de l'économie bleue sur le tourisme pour les hôtels et les stations balnéaires, la principale motivation pour le renforcement des capacités, la recherche et l'éducation serait la responsabilité sociale des entreprises et la participation inclusive des États membres de l'UA et des CER. Jusqu'à présent, le renforcement des capacités, la recherche et l'éducation en matière de "politique de durabilité" sont limités dans l'intégration régionale et consistent à

prendre des mesures pour répondre à la certification de durabilité comme l'exigent les meilleures pratiques mondiales. L'application nécessite un savoir-faire dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) qui est très axé sur le renforcement des capacités, la recherche et l'éducation.

Le renforcement des capacités, la recherche et l'éducation permettraient de promouvoir les certifications touristiques qui profitent principalement aux processus et procédures des hôtels des États membres de l'UA et des CER. La gouvernance de l'économie bleue normaliserait donc un plan d'action pour promouvoir des actions visant à impliquer la communauté locale dans la durabilité sociale et environnementale du secteur du tourisme. Grâce aux États membres de l'UA et aux CER, le secteur aurait la possibilité de développer une approche de durabilité plus complète/holistique pour ses activités principales, en se basant non seulement sur le modèle législatif de renforcement des capacités, de recherche et d'éducation, mais aussi sur les possibilités de contribuer activement à la responsabilité sociale des entreprises de la chaîne de valeur hôtelière.

Environnement

Le renforcement des capacités, la recherche et l'éducation pour l'environnement dans la gouvernance de l'économie bleue contribueront à différencier les produits et services environnementaux - augmentant ainsi l'avantage concurrentiel dans l'économie bleue. Les États membres de l'UA et les CER doivent s'engager dans le renforcement des capacités, la recherche et l'éducation avec des équipes d'experts. Ces équipes apporteraient leurs aptitudes, leurs connaissances, leurs compétences et leur expérience dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de la gouvernance et des initiatives de l'économie bleue dans le domaine du maintien d'un environnement durable. L'intérêt particulier des États membres de l'UA et des CER devrait être d'accroître la connaissance de l'économie bleue dans le domaine de l'environnement. L'implication dans une gouvernance de l'économie bleue offrirait la possibilité d'avoir un contact direct avec les entreprises et une opportunité de tester les méthodologies développées théoriquement par le biais du renforcement des capacités, de la recherche et de l'éducation.

L'interaction interne entre les États membres de l'UA et les CER du processus de gouvernance de l'économie bleue devrait être perçue dans le rôle du système environnemental qui est transversal et nécessite des efforts régionaux intégrés. Cela comprend des aspects internes, qui définissent les obligations mutuelles des États membres de l'UA et des CER, et des aspects externes, qui sont liés à la manière dont le renforcement des capacités, la recherche et l'éducation interagiront avec d'autres organisations régionales. La formalisation de ces aspects nécessite différents

éléments transactionnels et procéduraux, tels que des engagements institutionnels, des tâches et des ressources différentes, et la manière dont les États membres de l'UA et les CER traiteront les processus de prise de décision, le suivi et l'application du renforcement des capacités, de la recherche et de l'éducation au niveau régional.

Énergie

Le manque de compétences en matière d'énergie bleue durable, les progrès de la recherche et de l'éducation jouent un rôle clé dans le fonctionnement de la gouvernance. Alors que les progrès de l'énergie bleue dans les principales institutions de recherche sur l'énergie des pays développés progressent, les États membres africains doivent investir dans le renforcement des capacités, la recherche et les institutions universitaires pour rattraper leur retard. Voici quelques-unes des exigences en matière de renforcement des capacités, de recherche et d'éducation qui favorisent la bonne gouvernance dans le domaine de l'énergie bleue durable, telles que

- Le partenariat avec des institutions internationales de recherche et d'éducation pour renforcer les capacités locales en matière de politiques, de mécanismes de financement, de modèles commerciaux, de fonctionnement et d'entretien, et d'approvisionnement ;
- Le renforcement de la recherche et du développement des organismes de recherche et de développement de l'UA tels que l'Union africaine - Bureau interafricain des ressources animales (UA-BIRA) et l'Agence de développement de l'Union africaine (UADA-NEPAD) ;
- La recherche d'un soutien réglementaire, institutionnel et technique auprès des centres internationaux de l'énergie tels que l'AIE et l'IRENA ;
- Incluant des éléments de sécurité nationale, de sécurité humaine, de sécurité maritime et d'intégrité écologique, tant dans la planification que dans les opérations ;
- Créer des liens avec des entités multilatérales, privées et gouvernementales dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'avancement de l'éducation ;
- Veiller à ce que les partenaires du projet offrent une formation en cours d'emploi aux autres partenaires du projet ;
- Organiser et entreprendre des ateliers de sensibilisation ;
- Créer une base de données d'experts techniques pour promouvoir la collaboration ; et
- Renforcer les collaborations entre les institutions africaines de recherche et de développement spécialisées dans ces secteurs.

Ressources minérales

L'Autorité internationale des fonds marins (ISA), en collaboration avec le Centre africain de développement minéral (AMDC), s'est engagée dans des activités de renforcement des capacités

dans le domaine de l'exploitation minière en eaux profondes. Par exemple, en 2017, l'ISA, l'AMDC et GRID-Arendal (Norvège), avec le soutien de la Commission de l'Union africaine (CUA), de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et du PEW Charitable Trust, ont organisé un atelier et recommandé le renforcement des capacités comme moyen de parvenir à des activités d'exploitation minière responsable des grands fonds marins. De manière générale, certains des besoins en matière de renforcement des capacités, de recherche et d'éducation pour une bonne gouvernance de l'exploitation minière des grands fonds marins pourraient être décrits comme suit.

- Harmoniser les capacités et les compétences des institutions et des organisations des États membres par le biais d'un atelier régional où ils pourraient tous être invités à présenter leurs capacités et leurs compétences ;
- Réaliser un document d'étude de cadrage des capacités et des compétences potentielles des institutions et des organisations africaines spécialisées dans les ressources minérales marines ;
- Engager les institutions africaines existantes en matière de recherche scientifique marine à rassembler les données existantes et à intégrer les composantes de l'exploitation minière des fonds marins ;
- Comme certains Africains ont déjà été formés dans le cadre des programmes de formation des entrepreneurs de l'ISA et du fonds de dotation de l'ISA, il est nécessaire d'obtenir de l'ISA des informations sur les coordonnées des ressortissants africains qui ont été formés afin de les associer au processus de renforcement des capacités ;
- Créer un répertoire d'experts africains, y compris ceux de la diaspora, dans le domaine de l'économie bleue, notamment l'exploitation minière des grands fonds marins ;
- Reconnaissant que l'exploitation minière des grands fonds marins soit multidisciplinaire, la stratégie de diffusion devrait être multidimensionnelle afin d'atteindre le plus grand nombre de candidats potentiels sur le continent africain ;
- La représentation des sexes, en particulier des femmes, devrait être prise en compte dans les candidats au renforcement des capacités, à la formation et à la recherche proposés par ISA/Contractors et d'autres entités. Afin d'assurer l'inclusion des femmes dans les initiatives potentielles de renforcement des capacités, certaines des associations de femmes concernées qui doivent être informées comprennent l'Association des femmes en géosciences, l'Association des femmes africaines dans le secteur minier et les femmes dans le secteur maritime en Afrique (WIMAFRICA) ;
- Comme certains pays comme la Namibie ont déjà commencé à exploiter les fonds marins, les États membres pourraient bénéficier de l'expérience des pays qui en ont fait l'expérience ;
- Intégrer les composantes de protection de l'écologie marine et d'extraction durable des

minéraux des fonds marins dans les institutions de recherche et d'enseignement existantes afin de documenter, de suivre et d'évaluer les activités ;

- Élaborer des lignes directrices sur la manière de renforcer la production, la gestion et la diffusion d'informations géospatiales en Afrique et de créer des infrastructures de données spatiales (IDS) ; et
- Publier des recommandations sur la meilleure façon de promouvoir les activités de prospection et d'exploration sur le plateau continental africain et les zones océaniques adjacentes par des initiatives africaines.

Innovation

Le continent est en bas du classement mondial en matière d'innovation, de recherche et d'éducation. De nombreux établissements de recherche et d'enseignement souffrent du manque de financement, qui est le moteur de l'innovation. Si le continent n'augmente pas ses efforts pour allouer des fonds, coordonner ses efforts et appliquer des politiques qui encouragent l'innovation, les avantages d'une économie bleue pourraient ne pas être pleinement réalisés. Voici quelques-uns des éléments qui favorisent l'innovation :

- Démontrer la volonté politique d'investir dans les institutions de recherche et d'éducation
- L'allocation de fonds fiscaux aux institutions de recherche et d'enseignement afin de renforcer les capacités locales pour aider au transfert et à l'adoption de technologies innovantes sur le continent ;
- Intégrer le transfert de technologies et la formation sur le terrain dans les projets de l'économie bleue ;
- Renforcer les collaborations entre les institutions africaines de recherche et de développement spécialisées dans ces secteurs ;
- Le renforcement de la collaboration entre les institutions africaines de recherche et d'enseignement ; et
- La création de centres d'excellence africains, afin d'offrir aux États africains un accès accru aux informations géoscientifiques marines et à une recherche, une éducation et une formation de haute qualité dans le domaine marin.



Union Africaine – Bureau Interafricain des Ressources Animales
(UA-BIRA)

Kenindia Business Park
Museum Hill, Westlands Road
P.O. Box 30786
00100, Nairobi
KENYA

Telephone : +254 (20) 3674 000

Fax : +254 (20) 3674 341 / 3674 342

Email : ibar.office@au-ibar.org

Site internet : www.au-ibar.org